



The Asfari Institute for Civil Society and Citizenship
معهد الأصفري للمجتمع المدني والمواطنة
www.activearabvoices.org



01 «Le roi est bon, la classe politique est mauvaise» Un mythe à bout de souffle ?

21 'The King Is Good, the Political Class Is Bad': A Tired Myth

– Mounia Bennani-Chraïbi

**« Le roi est bon, la
classe politique
est mauvaise »**

*Un mythe à bout
de souffle ?*

**Mounia Bennani-
Chraïbi**

*est professeure à l'Institut
d'études politiques, historiques et
internationales (IEPHI) et membre du
Centre de recherche sur l'action politique
(CRAPUL), à l'Université de Lausanne (UNIL).*

À PROPOS DE L'INSTITUT ASFARI À L'AUB


L'Institut Asfari pour la société civile et la citoyenneté est un centre régional regroupant une communauté dynamique d'universitaires, de praticiens, de décideurs, de militants et de membres du grand public intéressés par les formes traditionnelles et innovantes d'actions collectives, des débats politiques locaux et à des solutions réalistes aux obstacles qui s'opposent à l'efficacité de la société civile et la citoyenneté dans le monde arabe.

Ce faisant, l'Institut organise des ateliers et des programmes de formation parallèlement à l'enseignement régulier à l'AUB, encourage et effectue des recherches fondées sur des preuves dans des domaines liés à la participation politique, à la responsabilité et à la bonne gouvernance, et développe des recommandations en matière de politiques / pratiques pour améliorer l'engagement des citoyens et les rôles de la société civile en médiation, délibération et auto-organisation. Il sensibilise également le public aux pratiques optimales de la société civile et de l'engagement civique dans la région par le biais de réunions et de séminaires mensuels, et stimule

un dialogue fructueux entre les divers publics de la région grâce à ses activités programmatiques (ateliers, conférences, blogues et publications).

L'Institut Asfari est un centre de recherche basé à l'AUB depuis 2012. Il est un partenaire solide dans le renforcement de l'engagement de l'AUB à servir, éduquer et engager la société libanaise. L'Institut est mobilisé pour développer un nouveau programme mineur sur la société civile et l'action collective avec les facultés concernées de l'AUB. Parmi ses nouvelles activités figure la consolidation de trois nouveaux axes de travail : le droit de la société civile et la gouvernance, la culture comme forme de résistance et la société civile en situation de conflit et de post-conflit.

P.O. Box 11-0236 Riad El Solh,
Beirut 1107 2020, Lebanon
www.aub.edu.lb/asfari

 +961-1-350 000-1 ext 4469

 asfariinst@aub.edu.lb

 ActiveArabVoices.org

  AsfariInstitute

Bridging Academia and Activism

Avant-propos

Younes Benmoumen

A la 18^{ème} année du règne de Mohammed VI, la cause est entendue : les partis politiques sont responsables de la crise politique que traverse le Maroc, parce qu'ils sont faibles. Ils ne sont plus en mesure d'assurer la fonction de corps intermédiaire entre la population et les institutions. Leur capacité à encadrer la participation politique des citoyens, puis à l'exprimer dans les institutions élues est en panne. Le Hirak en témoigne depuis presque un an, dans une région où le parti dominant les élections locales n'a jamais pu se constituer en interlocuteur légitime de la population locale. Ce constat est partagé par beaucoup, parce qu'il porte le sceau du sens commun.

Pourtant, ce constat n'est pas nouveau. La contribution de Mounia Bennani-Chraïbi a d'abord le mérite d'énoncer la genèse de « la crise des partis » et de rappeler sa trajectoire chez différents auteurs et disciplines, historiens, politistes et anthropologues. Cette réflexion préalable permet de lever le voile sur les dynamiques qui travaillent aujourd'hui la scène politique marocaine, et qui sont le plus souvent occultées par le discours dominant.

Que nous apprennent-ils sur la « crise des partis » ? Tout d'abord que dans notre roman national, le parti politique défaillant est un personnage ancien. Il apparaît dès que le Palais s'est imposé en acteur dominant du jeu politique, au détriment des partis du Mouvement national. Pendant une trentaine d'années de plomb, répression, cooptation et fragmentation ont désamorcé le champ partisan en le terrassant. Comme elle le rappelle, les partis « administratifs » ont toujours été créés pour « combler le vide politique », « représenter la majorité silencieuse », attirer les « plus compétents » et mettre efficacement en œuvre « les Hautes orientations royales ».

Aujourd'hui, les élections sont devenues régulières, relativement transparentes et compétitives. Mais ces élections sont encadrées par une ingénierie fine qui interdit l'émergence d'une majorité parlementaire, et condamne les partis à des coalitions incohérentes. La Monarchie dispose de larges prérogatives, mais sans être soumise à la reddition des comptes. Le multipartisme est mis en avant, mais une partie de l'opposition n'a accès ni à la scène électorale ni aux médias officiels. Ce portrait est sommairement celui d'un autoritarisme électoral, forme de régime politique dont le Maroc est devenu un archétype depuis l'alternance de 1998.

Que nous apprend la littérature académique à ce sujet ? Qu'en substance, la fonction d'un parti politique dans un régime d'autoritarisme électoral est d'être « faible » et « défaillant ». Il sert moins à encadrer, mobiliser et gouverner, qu'à assurer un partage des ressources et des fonctions, « crédibiliser les politiques publiques, donner des signaux aux investisseurs et acteurs internationaux et, surtout, diffuser la responsabilité en cas d'échec ». De ce point de vue, les partis politiques marocains remplissent bien leur rôle. 5% des sièges à la Chambre suffisent à la présider, bloquer un gouvernement et finir par le rejoindre. L'ennui est que ce sont les électeurs qui renâclent.

La crise est donc moins dans les partis, que dans la nature des revendications dirigées vers le pouvoir. Dans le discours, la déflexion de la responsabilité vers les partis ne convainc plus. A El Hoceima, la crise n'a jamais été pour ou contre le PAM, elle a été sans lui. Trop faible, un parti devient inutile. Trop puissant, il rompt l'équilibre de cartel des partis et se montre menaçant pour le Palais. Se focaliser sur la faiblesse des partis revient à occulter la critique du système dont elle est le résultat logique.

Sans être exhaustive, cette analyse permet cependant de réaffirmer la nature institutionnelle du débat. Faut-il que les partis soient faibles pour que la Monarchie soit forte ? L'incapacité ou le refus de débattre de cet enjeu, celui d'un acteur dominant qui perpétue sa domination en la justifiant par la faiblesse du personnel politique, explique le brouillard où se perdent toutes les tentatives de réforme. Ce dilemme coûte cher au pays, puisqu'il ne permet ni la confiance en les institutions publiques, ni de résultats socio-économiques probants.

En sortir nécessite effectivement l'application pleine et entière des principes constitutionnels, au premier rang desquels la corrélation entre responsabilité et reddition des comptes. Les travaux de Tafra sur les élections

législatives marocaines démontrent que le mode de scrutin et les modalités du découpage électoral interdisent l'existence d'une majorité parlementaire cohérente. Or, c'est précisément l'une des conditions à l'exercice de la responsabilité. Ce principe simple est occulté par l'ingénierie électorale, qui fait du Parlement une institution désordonnée et condamnée à l'inefficacité, où les coalitions pléthoriques et hétérogènes sont le meilleur moyen de brouiller la responsabilité de chacun de ses membres.

Le discours royal du 29 juillet fait de la reddition des comptes la pierre angulaire de la mise en œuvre de la Constitution. Mais il nécessite une initiative que personne ne semble aujourd'hui prêt à assumer : rouvrir les débats constitutionnels de 2011, dont la fugacité hypothèque aujourd'hui la mise en œuvre des principes édictés. L'Etat dispose aujourd'hui d'un exécutif bicéphale. Son chef, drapé de sa légitimité religieuse,

préside le Conseil des Ministres et dispose de domaines réservés. Il définit les « orientations stratégiques », pourvoit par dahir aux plus hautes fonctions civiles et militaires, nomme et renvoie les ministres. Ce qui reste au Chef du gouvernement, ce « primus inter pares » des élus, justifie-t-il la reddition des comptes ou la rend-il au moins crédible ? Car pour rendre des comptes, encore faut-il en être pleinement responsable. Tel est le contre-récit qui se développe, des manifestations de 2011 à celles du Rif.

TABLE DES MATIÈRES

- 02 À Propos De L'institut Asfari À L'aub**
- 05 Avant-propos**
- 10 « Le roi est bon, la classe politique est mauvaise » Un mythe à bout de souffle ?**
- 11 « Le roi est bon, la classe politique est mauvaise » : un vieux refrain**

12 *Déclinaisons académiques sur la « crise » et la « faiblesse » des partis*

15 *Par-delà le prisme de la « faiblesse » et de la « crise » des partis politiques*

20 *Un mythe à bout de souffle ?*

36 *Références*

Introduction

À la suite du discours du trône du 29 juillet 2017, les commentateurs sont unanimes : l'offensive de Mohammed VI contre les partis politiques est plus violente que jamais. Pourtant, au Maroc, la « crise », la « faiblesse », et le « dysfonctionnement » des partis sont une vieille antienne. Après la disparition de Hassan II, le refrain s'est enrichi de nouvelles tonalités, tout en s'insinuant dans les discours tenus par un large éventail d'énonciateurs : les citoyens ordinaires, les médias, les acteurs de la « société civile », les organisations internationales, des représentants de différents partis, le roi et même un ensemble de chercheurs. Ce quasi-consensus dans le diagnostic de « l'homme malade » se prolonge dans l'identification des symptômes, mais les avis divergent quant aux sources du mal et aux remèdes.

Une dissonance cependant. La circulation des savoirs est telle que les discours politiques sont souvent informés par une hybridation de sens commun et de discours savants recyclés. En retour, des analyses s'apparentent à des tentatives de légitimation du politique par le savant. Pour tenter de démêler l'écheveau, il importe de distinguer les niveaux d'analyse. Au premier plan, le récit officiel sur les partis politiques marocains est un dispositif de légitimation et de délégitimation, qui

s'inscrit dans une historicité. Sur un deuxième plan, des cadrages académiques ont marqué l'étude de la vie partisane, avant d'être réappropriés dans le débat public. À partir de là, une hypothèse sera examinée : le mélange des genres et l'hypertrophie des discours de stigmatisation des partis politiques conduisent à occulter les dynamiques en œuvre. D'une part, les partis politiques établis ont déployé de fortes capacités d'adaptation. D'autre part, l'arène protestataire s'est étendue et les challengers ont accumulé des apprentissages au point de concéder volontiers que « la classe politique est mauvaise », mais pour mieux mettre le « bon roi » au pied du mur.

« Le roi est bon, la classe politique est mauvaise » : un vieux refrain

Sous le règne de Hassan II, la disqualification des partis politiques, issus du Mouvement national, est monnaie courante. Et, à chaque fois qu'un proche du Palais s'est lancé dans la création d'un parti « administratif », il a été question de représenter « la majorité silencieuse », de combler le « vide politique », de mobiliser les acteurs les plus « compétents » pour exécuter les « orientations royales », etc.

Après l'avènement de Mohammed VI, la formulation prédominante sous Hassan II, « le roi est bon, son entourage est mauvais », a laissé place à l'énoncé : « le roi est bon, la classe politique est mauvaise ». Vilipender les partis politiques, « tous pourris », est constitué en pièce majeure du dispositif de légitimation de la monarchie. Comme si la mise en scène d'un roi proche du peuple, efficient, à l'origine de toutes les réalisations positives de l'exécutif ne pouvait se matérialiser qu'au travers du miroir inversé de « la classe politique », un bouc émissaire quasi consentant.

En position de surplomb, le roi s'est érigé en « prince éclairé » au chevet de « l'homme malade », et ses discours sont devenus la caisse de résonance des dénonciations et des injonctions tous azimuts qui ciblent les partis politiques : « corruption », « nomadisme », « incompétence », « balkanisation », absence de démocratie interne et d'ancrage dans la société, etc. Dans ses messages à la nation, Mohammed VI donne régulièrement des « orientations » aux partis politiques, les incite à se « réhabiliter », les somme de prendre « leurs responsabilités », de devenir des « écoles de la démocratie », de se mettre « en phase avec leur époque », etc. Il lui arrive même de prescrire des remèdes (la loi sur les partis de 2006).

Des acteurs de la société civile joignent leurs efforts à cette entreprise de « mise à niveau », relayée par des programmes internationaux de promotion de la démocratie. Néanmoins, des évaluations de ces politiques ont relevé des effets non intentionnels : plutôt que d'inciter à la démocratie, ces programmes tendent à consolider l'autoritarisme : ils développent les capacités des bénéficiaires, contribuent à les institutionnaliser, sans affecter leur fonctionnement interne ou leurs relations avec la société (Bolleyer, Storm, 2010 ; Khakee, 2017). En outre, comme le souligne Mohammed Sassi (2015), des aspects de la loi sur les partis qui sont supposés inciter à la démocratisation (représentation des femmes, des jeunes, régularité des congrès, etc.) sont souvent détournés.

En somme, les succès rencontrés par le récit de disqualification des partis politiques sont largement tributaires des usages multiples auxquels celui-ci peut se prêter dans une sphère politique au croisement du national et du transnational. Bien davantage, ce discours dominant puise des munitions dans un ensemble d'analyses académiques.

Déclinaisons académiques sur la « crise » et la « faiblesse » des partis

La récurrence de la thématique de la faiblesse des partis politiques est liée au tropisme exercé par le Parti communiste d'antan (Fretel, Lefebvre, 2008). Pour rappel, c'est à l'aune de cet étalon que Maurice Duverger a conceptualisé la fameuse opposition entre le « parti de masses » et le « parti de cadres » (Duverger, 1976). Dès lors, qualifier des partis comme « faibles » revient souvent à souligner cinq « défauts » : un « déficit » organisationnel, une « déficience » idéologique, une « absence » de militants dévoués et disciplinés, une « faible » capacité de mobilisation des masses à travers l'ensemble du territoire national, un « manque » d'autonomie financière. Un tel cadrage a d'autant plus aisément traversé les frontières que le « dysfonctionnement » des partis politiques est associé à l'une des caractéristiques majeures des autoritarismes pluripartisans, et ce, quelle que soit la perspective théorique privilégiée. Dans le cas du Maroc, les approches culturaliste, sociohistorique, et néo-institutionnaliste sont prédominantes.

Les partis politiques : une façade pour les confréries et les tribus ?

Dans un ouvrage de référence, Robert Rezette relève l'un des paradoxes des partis politiques marocains sous le Protectorat. Bien que les nationalistes marocains se soient fortement opposés au phénomène confrérique sur les plans doctrinal, spirituel et politique, leur modèle organisationnel en était imprégné. D'après plusieurs témoignages, des emprunts intentionnels visaient à étendre le spectre de la mobilisation. Ainsi, dans les zones rurales, Allal Fassi était assimilé à un cheikh, son parti à une nouvelle confrérie et ses partisans étaient surnommés les Allaliyyin (Rezette, 1955). Néanmoins, le modèle d'autorité était différent : comme l'a rappelé Abdellah Hammoudi (2001), Allal Fassi s'opposait aux « formes de soumission abjectes » et décourageait le baisemain.

Cependant, d'après l'anthropologue marocain, l'autoritarisme politique arabe et le consentement qu'il rencontre puisent leurs sources dans des schèmes culturels retravaillés : les traits essentiels de la relation du maître et du disciple se retrouveraient à la fois dans la sphère de l'initiation mystique et dans les relations de domination. Cette grille de lecture a rencontré un immense succès ; des intellectuels de gauche s'en réclament régulièrement pour dénoncer les dysfonctionnements de leurs (ex) partis. Il en a été de même pour une autre thèse qui a durablement marqué l'analyse de la vie partisane marocaine.

Au début des années 1970, John Waterbury affirme que la survie de la monarchie résulte avant tout de l'utilisation défensive du pouvoir politique et de sa préservation au prix de la division d'une élite restreinte : la « vie politique au Maroc consiste [...] dans une fronde permanente entre les unités politiques, dans une atmosphère de crise et de tension qui contribue en fait à maintenir l'équilibre de la société et à le restaurer le cas échéant » (Waterbury, 1975, p. 24). Postulant une continuité au niveau de la culture politique, le politiste américain considérait que le comportement politique du roi et des élites demeurait imprégné par les traditions du Makhzen et du tribalisme en dépit des bouleversements sociaux provoqués par le Protectorat. Selon cette perspective, le fonctionnement clientélaire de la scène politique marocaine expliquerait la précarité des alliances, l'absence de cohérence des actes et des coalitions avec l'idéologie proclamée, et la constitution de cette sphère en lieu de cooptation des élites politiques.

Dans le prolongement des lectures outrancières de ces travaux, la faiblesse des partis et la crise du politique seraient inscrites dans l'ADN culturel des Marocains. Deux écueils sont régulièrement relevés. Implicitement, la culture est assimilée à un corpus figé, stable dans le

temps et clos sur lui-même. En outre, lui accorder un poids sur le cours de l'histoire, plus déterminant que les autres facteurs, biaise l'analyse des transformations sociales et politiques.

La « faiblesse » des partis : un effet des modalités de colonisation et de décolonisation ?

Dans une perspective sociohistorique, Maâti Monjib (1996) et Michele Penner Angrist (2006) ont mis l'accent sur des bifurcations historiques fondatrices. D'après l'historien marocain, l'expérience coloniale était trop superficielle et trop courte au Maroc pour en transformer les structures sociales et politiques. Selon la chercheuse américaine, la politique coloniale mise en œuvre au Maroc et les modalités d'accession du royaume à l'indépendance ont préservé les élites traditionnelles ; elles n'ont abouti ni à la création d'un régime « fondateur » comme en Algérie ni à l'affirmation d'un mouvement de libération hégémonique (à l'instar du Front de libération nationale).

De ce point de vue, la principale particularité du Maroc résiderait dans la configuration sociopolitique dégagée pendant le processus de décolonisation. La monarchie n'a pas été abolie et il n'y a pas eu de guerre de libération permettant à un seul acteur d'unifier les rangs, d'absorber ou d'éliminer les rivaux potentiels, d'imposer son hégémonie et d'édicter les règles du jeu (avant de se constituer en parti unique). À partir de là, les chercheurs sont unanimes : l'instauration du pluripartisme par la monarchie marocaine a eu pour principal objectif de contrecarrer les aspirations hégémonistes du Mouvement national. Le Palais n'est pas parvenu à se doter d'un parti capable d'encadrer efficacement l'ensemble de ses clients, de manière à contrebalancer les capacités de mobilisation électorale de ses challengers. Dès lors, la monarchie a fini par

opter pour une stratégie de fragmentation de ses adversaires comme de ses alliés, en recourant aussi bien à la répression qu'à la cooptation.

Au regard de ces lectures, l'affaiblissement des partis politiques marocains s'enracine dans une historicité et résulte avant tout de la confrontation du Palais et du Mouvement national. Pour autant, il faut se garder de considérer que le « triomphe » de la monarchie est inscrit dans ses gènes ou que tout a été joué pendant le tournant de la décolonisation.

La « faiblesse » des partis : une caractéristique intrinsèque de l'autoritarisme « électoral » ?

D'après un ensemble de travaux, l'existence de partis faibles, fragmentés et plus ou moins clientélisés est une caractéristique majeure de l'autoritarisme « électoral ». Depuis 1998, le Maroc est un archétype de cette variante de pluralisme limité. D'une part, ce régime se particularise par des éléments institutionnels démocratiques de base : une sphère politique ouverte à des partis d'opposition et à la société civile, des élections régulières et relativement compétitives. D'autre part, il est imprégné par les « syndromes » de « pouvoir politique dominant » (Carothers, 2002) : un pouvoir tutélaire comme la monarchie dispose de domaines réservés, sans être soumis à une reddition de comptes ; les gouvernants recourent avec plus ou moins de « subtilité » à la répression, à la violation de la loi, et à la « manipulation » ; la justice n'est pas indépendante ; une partie de l'opposition est exclue ; son accès aux médias officiels est nul ou restreint ; l'ingénierie électorale entrave la formation d'une véritable majorité ; la légitimité des élections, le niveau de participation électorale, la confiance dans les institutions publiques, la performance de l'État sont très faibles.

En définitive, dans un tel contexte, les élections et les partis politiques ont pour principale fonction d'assurer la survie du régime politique (Gandhi, 2008 ; Lust-Okar, 2005). Selon ces perspectives, lorsque les détenteurs du pouvoir sont confrontés à d'importants défis et qu'ils ne bénéficient pas d'une rente, ils essaient de se stabiliser en sollicitant la coopération d'autres groupes. Pour ce faire, ils créent des institutions qui ont plusieurs fonctions : prendre la température ; favoriser le partage du butin entre les élites et veiller à assouvir les ambitions en termes de carrières politiques ; redistribuer les ressources rares à travers des réseaux de clientèle ou des politiques publiques ; donner des signaux aux investisseurs et aux acteurs internationaux ; crédibiliser les politiques engagées, et surtout diffuser la responsabilité en cas d'échec.

Bien que séduisantes, ces lectures restent prisonnières de la quête qui les sous-tend : comprendre la résilience de l'autoritarisme. Dès lors, elles laissent des boîtes noires de côté, occultent la politique non instituée, et passent sous silence les tâtonnements, les apprentissages, la démultiplication des défis. Plutôt que d'appréhender la faiblesse des partis comme une fatalité culturelle, historique, ou consubstantielle à l'autoritarisme, l'aborder comme un récit dominant contribue à lever le voile sur les processus qui travaillent la scène politique marocaine. En déplaçant l'angle d'observation, on constate que la plupart des partis politiques marocains ont déployé de grandes capacités d'adaptation.

Par-delà le prisme de la « faiblesse » et de la « crise » des partis politiques

Les partis politiques marocains s'adaptent à leur environnement

Depuis que la monarchie s'est lancée dans le « processus démocratique », l'adhésion ou le rejet des politiques de compromis a constitué la principale ligne de partage au sein de la scène politique et à l'intérieur des partis politiques eux-mêmes. Cette tendance s'est exacerbée avec la formation du gouvernement d'« alternance » en 1998 et d'importants réaménagements ont affecté l'autoritarisme monarchique, les arènes partisanes, électorales et protestataires. Reste à souligner que les choix privilégiés par les acteurs partisans sont irréductibles à des catégories morales (« corrompus », « vendus » versus « incorruptibles », « fidèles »). En effet, leur positionnement à l'égard du régime et leurs stratégies sont conditionnés par un ensemble de facteurs, des plus macrostructurels aux plus microsociologiques. Ici, il s'agit d'attirer l'attention sur les niveaux relationnel et organisationnel : les ressources dont disposent les acteurs, leurs perceptions de leur environnement, des dynamiques en œuvre, leurs appréciations des cartes qu'ils peuvent jouer, des atouts et des handicaps de leurs adversaires, etc.

Des outils pour appréhender les niveaux relationnel et organisationnel

D'après Anthony Oberschall (1973), les formes de mobilisation varient selon les relations qui prédominent au sein d'un groupe, entre les groupes, et avec les autorités sociales et politiques. Il développe un cadre théorique en croisant deux variables. La première est horizontale ; elle renvoie à la nature des relations et au degré d'organisation au sein d'un groupe social (communautaire, associatif, faiblement organisé). La seconde est verticale ; elle correspond aux relations qui existent entre le groupe et la société globale (groupes et institutions en position d'influence ou de

pouvoir), à l'existence ou l'absence de relais. Parmi les situations relevées, évoquons deux en particulier. Lorsque les membres d'un groupe sont reliés entre eux par des liens forts et qu'ils ne disposent pas de relais pour acheminer leurs doléances aux autorités, ils tendent à développer de fortes capacités de mobilisation (ex. le parti de l'Istiqlal entre 1947 et 1952, Al Adl wal Ihsane dès les années 1990). En revanche, lorsque les relations au sein d'un groupe (et entre les groupes) sont distendues et/ou faiblement organisées, et qu'il existe des connexions avec les autorités, la situation est plus propice aux clientélisme et à la lutte individuelle pour la promotion (ex. la plupart des partis qui prédominent dans la scène électorale marocaine actuelle).

Pour sa part, Michel Offerlé a distingué deux types de ressources partisans : des « capitaux partisans collectifs » (une marque politique à l'échelle nationale, un appareil organisé, un réservoir de militants disciplinés, etc.) ; des « capitaux sociaux individuels » (un nom, un statut social, une fortune personnelle, des clientèles, etc.). À partir de là, il a dégagé « trois types de relations — toujours mouvantes — dans lesquelles les hommes politiques sont soit redevables de leurs ressources à leur parti, soit relativement indépendants par rapport à lui, soit ont su accumuler, grâce à lui, un capital propre qui fonde leur propre autonomie » (Offerlé, 2002, p. 77).

L'« alternance consensuelle » est souvent présentée comme un épisode qui a affaibli les anciens partis d'opposition, et qui a amorcé la transformation de tous les partis établis en « marchands » électoraux. Cependant, un examen plus approfondi permet de relever trois points. 1) Bien que l'alternance ait exacerbé les tensions internes au sein de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), ce n'est pas le passage au

gouvernement qui a « affaibli » le parti ; c'est parce que l'USFP disposait de faibles « capitaux collectifs partisans » que ses dirigeants se sont engagés dans la voie de l'« alternance consensuelle ». 2) La reconfiguration de la scène politique instituée a conduit les partis établis à s'adapter aux nouvelles règles du jeu. 3) Comme l'illustre le cas du Parti de la justice et du développement (PJD), la participation à une coalition gouvernementale ne produit pas les mêmes effets selon les capitaux de départ dont dispose un parti.

Ce n'est pas l'entrée au gouvernement qui a « affaibli » l'USFP

Après plusieurs décennies de confrontation entre la monarchie et l'aile gauche du Mouvement national, une « alternance consensuelle » se produit en 1998. Sans s'étendre sur le processus complexe qui sous-tend cet épisode, rappelons deux conditions qui l'ont rendue possible. Elle se concrétise lorsque le Palais juge que le jeu est suffisamment encadré pour préserver sa centralité et éviter toute asymétrie significative entre les acteurs partisans en présence. En outre, après avoir expérimenté — simultanément ou successivement — différentes stratégies (l'option révolutionnaire, les tentations blanquiste et putschiste, la pression de la rue, la voie faussée des urnes, etc.), une partie des héritiers du Mouvement national finit par accepter ce qu'elle a pendant longtemps refusé.

Les circonstances qui ont conduit Abderrahman Youssoufi à conclure un pacte avec Hassan II ont fait couler beaucoup d'encre. On se contentera ici de relever la dimension organisationnelle. Selon les dires mêmes de l'ancien Premier ministre, l'USFP n'a jamais été un parti de masses, mais essentiellement un parti de « sympathisants ». D'après d'autres témoignages, « la crise est congénitale ». En tout état de cause, l'approche

de la succession d'Abderrahim Bouabid a attisé les divisions et les rivalités. En 1992, c'est « un homme de consensus » qui est désigné à la tête de l'USFP.

Certes, Abderrahman Youssoufi bénéficie de sa figure d'« ancien compagnon de Mehdi Ben Barka », de l'aura de l'exil, de sa stature internationale, de son image de « vieux sage » et de « force tranquille », autant de capitaux accumulés tout au long de son engagement. Mais, en définitive, ce sont les capitaux qui lui font défaut qui l'érigent au-dessus de la mêlée : il n'a aucune prise sur l'appareil partisan, il n'a de fief ni familial, ni tribal, ni régional. Autrement dit, il n'est pas perçu comme une menace par les autres dirigeants en concurrence. D'ailleurs, les « atouts » qui lui ont permis de devenir premier secrétaire de l'USFP ne tardent pas à se transformer en handicaps lorsqu'il s'agit de s'imposer au sein du parti.

À la veille de l'alternance, le parti est si divisé qu'Abderrahman Youssoufi ne dispose pas véritablement d'un levier partisan. En outre, ses alliés sont loin d'être indéfectibles. À défaut de solides capitaux collectifs partisans, il n'est pas en position d'arracher à Hassan II plus que celui-ci ne lui a accordé. Par conséquent, il joue la carte du « pacte » et du rétablissement de la « confiance » entre deux individus. Bien davantage, les proches de Youssoufi ont eu autre calcul : une stature de Premier ministre devrait donner au premier secrétaire de l'USFP les moyens de reprendre le parti en main. Dans les faits, les tensions se s'exacerbent et les scissions se démultiplient. Néanmoins, bien qu'amputé, l'USFP connaît des mutations qui lui permettent de continuer à exister dans une configuration où il suffit d'avoir 20 sièges pour figurer dans une coalition gouvernementale, voire même pour entraver la formation d'un gouvernement.

Lorsque la force des partis réside dans leur « faiblesse »...

La reconfiguration d'une scène politique instituée a conduit les partis établis à s'adapter aux effets intentionnels et non intentionnels de règles du jeu, qu'ils ont coproduits et que la centralité du Palais a amplifiés. Désormais, leur force réside dans leur faiblesse.

L'ingénierie électorale mise en œuvre par le gouvernement de Youssoufi est révélatrice d'objectifs contradictoires, annonciateurs des ambivalences des réaménagements qui se mettent en place. Officiellement, le scrutin de liste à la proportionnelle et l'agrandissement des circonscriptions visent à politiser, à dépersonnaliser le vote en réduisant le poids de l'argent et des dépendances sociales ; il s'agit d'avantager les partis dotés d'une identité politique, de ressources humaines et matérielles suffisantes pour couvrir l'ensemble des circonscriptions, tout en ralentissant la balkanisation de la scène partisane. Officieusement, l'enjeu est d'endiguer la progression électorale du PJD et, plus globalement, d'empêcher un seul parti de rafler la mise de la libéralisation politique.

Sur un autre plan, le Palais est plus que jamais prédominant. Outre ses compétences constitutionnelles, peu écornées par la réforme de 2011, il rogne sur les prérogatives du chef de gouvernement, s'octroie la production des « grandes orientations » et le contrôle de l'ensemble des secteurs stratégiques. L'adoubement du roi est indispensable et l'influence du Palais s'exerce y compris dans la vie des partis politiques établis. Les fondements idéologiques de cette suprématie continuent à s'étendre au-delà des répertoires de la commanderie des croyants et de l'unité nationale. Le « mythe d'une gouvernance dépolitisée » (Bouabid, 2007) se diffuse avec la complicité et l'assentiment d'une partie de l'élite, qui appréhende de voir son mode de vie et ses privilèges menacés par un personnel issu d'urnes

totalelement débridées. Dans un même mouvement, trois épouvantails sont agités : un Maroc plongé dans la faillite du fait d'« incompetents » ; la remise en cause du « modèle marocain » par les islamistes de tout poil ; la précipitation dans le chaos à l'instar d'autres pays de la région. Le décor est ainsi planté pour que Mohammed VI soit érigé en héros et en protecteur des « kiliminis » contre les « bouzebal » de toutes sortes¹.

D'une certaine manière, cette lutte de classes sous-tend une codification de l'excellence politique qui met en valeur la figure du « technocrate », surdiplômé, formé dans les grandes écoles étrangères par opposition à des élus, qu'ils soient des « malin chekkara » (les hommes au portefeuille), fortunés mais illettrés, ou des militants du PJD, issus de l'enseignement de masse et pour la plupart des fonctionnaires. Le premier se distinguerait par sa compétence, attestée par des diplômes prestigieux et par des expériences, notamment dans le secteur privé ; il est prédisposé à faire preuve d'« efficience », de « rationalité » et de « rigueur », et à « gérer le Maroc comme une entreprise » (Catusse, 2008). Quant aux partis politiques, ils seraient « incapables de faire émerger les talents » (Belal, 2007). Dans une telle configuration, le prince éclairé se distinguerait par sa capacité à sélectionner les « meilleurs ». Il n'aurait d'autre choix que de soustraire les secteurs stratégiques aux hommes de parti, par définition déficients, de confier des portefeuilles ministériels à des technocrates (quitte à les encarter dans un parti), de déléguer des compétences gouvernementales à des commissions, des conseils et des fondations qui relèvent directement de lui. Ces reconfigurations ont produit deux effets majeurs, irréductibles à un génie manipulateur.

D'une part, la libéralisation relative de la scène électorale combinée à une fausse proportionnelle a favorisé l'émergence d'un marché électorale et l'affirmation de profils qui ont témoigné d'une grande capacité d'absorption des réformes. Pour optimiser leurs chances

dans la course aux mandats, la plupart des partis établis se sont disputés des « malin chekkara » plus ou moins insérés dans les réseaux de mobilisation des soutiens électoraux. Dans certains cas, ils sont parvenus à concilier la contrainte financière avec l'injonction de la « bonne gouvernance » néo-libérale, en mettant en avant des profils « technocratiques », d'« entrepreneurs » ou de « managers ».

D'autre part, les coalitions gouvernementales hétérogènes et pléthoriques sont devenues la règle, amenant les partis politiques établis à se « cartelliser » (Katz, Mair, 1995 ; Kasmi, 2015). En d'autres termes, les convergences de ces partis sont plus nombreuses que leurs divergences : il existerait une collusion tacite pour préserver le contrôle de l'accès aux ressources publiques. Les programmes et les modalités de collecte des voix se rapprochent. La dépendance à l'égard des financements de l'État s'accroît. Enfin, ces partis s'éloignent à tel point de leurs militants et des électeurs qu'ils deviennent des quasi « agences » de l'État. Par-delà le phénomène de cartellisation, la nature des coalitions gouvernementales, le flou qui caractérise les prérogatives des uns et des autres au sein d'un exécutif « bicéphale » contribuent à alourdir le processus de prise de décision et de mise en œuvre ; ce qui renforce automatiquement la position de l'exécutif monarchique. Ce faisant, ces processus entravent une véritable reddition des comptes. De même, ils dissuadent la production de programmes ou l'affichage d'une identité idéologique (d'autant plus que les ministres sont tous assimilés à des exécutants des « grandes orientations royales »). Sur le plan électoral, ils ont pour effet d'accroître l'abstentionnisme (ce qui réduit le coût de la campagne des malin chekkara), le clientélisme électoral et la marchandisation du vote ; phénomènes qui, en retour, accentuent la fragilité de la légitimité des élus.

Prenant acte de ces mutations, la plupart des partis établis se sont adaptés : dans un tel système, leur force réside dans leur faiblesse. À cet égard, la mise en scène des suites des législatives de 2016 est évocatrice. La présence de l'USFP au gouvernement est imposée au prix d'un « blocage » de six mois, alors même que ce parti n'a obtenu que près de 5 % des sièges. Pour sa part, avec moins de 10 % des sièges, le Rassemblement national des indépendants (RNI) a bénéficié de ministères stratégiques et son patron, un homme du Palais, s'est érigé en chef de gouvernement de fait.

Et si la « faiblesse » du PJD résidait dans sa « force » ?

En dépit des stratégies d'endiguement déployées et des mesures impopulaires imputables au gouvernement sortant, le PJD est arrivé en tête des législatives de 2016, a amélioré ses performances et emporté plus de 30 % des sièges. Mais, faute d'adoubement royal, Abdelilah Benkirane, son secrétaire général, a été mis hors jeu. Pourtant, il a tout mis en œuvre pour obtenir la « bénédiction » du roi. Cette quête puise ses sources dans la préhistoire du PJD et dans le souci de ne pas répéter « les erreurs » de la gauche. De plus, le récit selon lequel il importe de « gagner la confiance de la monarchie » s'est diffusé chez une partie des anciens opposants. Rétrospectivement, ils ont considéré que la confrontation entre la monarchie et le Mouvement national a « fait perdre trop de temps au Maroc » ; discours alimenté par les cadrages transitologiques, à la mode à partir des années 1990.

Or le problème du PJD réside justement dans le fait que le royaume n'est pas en transition démocratique et que ce parti est perçu comme « trop fort ». Dans le Maroc d'aujourd'hui, avoir d'importantes bases électorales et militantes a beaucoup moins de poids que l'assentiment

1. Kilimini, terme tiré du français « qu'il est mignon » est utilisé dans le dialecte marocain pour désigner ceux qui sont issus des milieux aisés. Bouzebal est un personnage des vidéos de Mohamed Nassib, qui incarne le Marocain ordinaire.

du Palais. Certes, les partis établis doivent obtenir des sièges pour accéder aux coalitions gouvernementales, aux ressources et aux mandats régionaux et communaux. Néanmoins, même lorsqu'ils mettent en scène leur assujettissement à la monarchie, ils n'ont pas intérêt à ce que leurs performances électorales creusent une trop forte asymétrie avec celle des autres acteurs. Dans un tel cas, ils deviennent dangereux aux yeux du Palais, tout en s'attirant les foudres des autres bénéficiaires de ce système de collusion mutuelle, dont l'enjeu principal est la préservation d'un équilibre relatif dans les modalités de partage du gâteau.

En d'autres termes, lorsqu'un parti aspire à participer au jeu politique marocain, avoir un réservoir de militants et faire appel aux rouages de la démocratie interne devient tôt ou tard contraignant. Si le PJD est pendant longtemps parvenu à faire converger sa quête de la bénédiction royale avec l'assentiment de sa base militante, aujourd'hui, il est soumis à une injonction de normalisation. Comme l'USFP et d'autres partis avant lui, il est tiraillé entre deux tendances : ceux qui mettent

en avant la démocratie interne et l'« indépendance » du parti (ce sont les mêmes qui ont été écartés du gouvernement et qui sont en position de mobiliser la base militante partisane) ; ceux qui persistent à accorder la priorité au « pragmatisme » (et qui ont été adoués par le Palais). Mais, à l'inverse de l'USFP de 1998, le PJD de 2017 continue à disposer de capitaux collectifs partisans et d'une base électorale, des facteurs qui tendent à dissuader les tentations scissionnistes.

En définitive, à l'exception des marginalisés et des exclus du système électoral, la plupart des partis politiques ont érigé leur faiblesse en force. Inversement, la faiblesse du PJD réside dans sa force : l'asymétrie électorale grandissante entre lui et les autres joueurs continue à entraver sa normalisation. Dans une telle configuration, ce ne sont pas tant « les partis » qui sont en crise ; à l'heure où les défisses démultiplient, c'est le cache-sexe de l'autoritarisme, « le roi est bon, la classe politique est mauvaise », qui trahit des signes d'usure.

Un mythe à bout de souffle ?

Au regard de ce qui se passe dans l'arène protestataire, il ressort clairement qu'une pièce du dispositif de légitimation de la monarchie est grippée. Si la « libéralisation » politique a transformé la scène électorale en peau de chagrin, en revanche elle a favorisé l'extension de l'arène protestataire, l'accumulation de compétences et de savoir-faire par les protestataires, le développement de capacités de coordination de plus en plus autonomes qui déjouent les propensions cooptatives du régime.

Après 18 ans de règne de Mohammed VI, le récit selon lequel la classe politique est à l'origine de tous les maux perd de son efficacité : tout en décrivant « les partis politiques », les protestataires affirment haut et fort

que l'essentiel du pouvoir est entre les mains du roi. La « mise à nue » du roi est si menaçante que l'urgence de restaurer la formule « le roi est bon, la classe politique est mauvaise » transparaît dans le dernier discours du trône. De manière inédite, le roi dénonce que lorsque « le bilan est décevant, on se retranche derrière le Palais Royal et on lui en impute la responsabilité ». Bien que la plupart des dirigeants des partis établis se soient précipités à assumer leur rôle en accréditant le diagnostic royal, les voix dissonantes ont repris de plus belle. « Le roi est bon, la classe politique est mauvaise » est désormais un mythe à bout de souffle. Un contre-récit semble se frayer un chemin : et si le guérisseur autoproclamé était l'une des sources du mal ?

'The King Is Good, the Political Class Is Bad': A Tired Myth

**- Mounia Bennani-
Chraïbi**

*Professor of Comparative Politics
at the Institute of Political, Historical
and International Studies at the
University of Lausanne (UNIL-IEPHI) and a
member of the Research Center on Political
Action of the University of Lausanne (CRAPUL).*


ABOUT THE ASFARI INSTITUTE AT AUB

The Asfari Institute for Civil Society and Citizenship is a regional hub of a dynamic community of academics, practitioners, policymakers, activists, and members of the general public interested in exploring traditional and innovative forms of collective actions, locally-grounded policy debates and in advancing realistic solutions to the obstacles to effective civil society and citizenship in the Arab world. In doing so, the Institute provides training workshops and programs beside regular teaching at AUB, encourages and provides evidence-based research in areas related to political participation, accountability and good governance, produces policy/practice recommendations to improve citizens' engagement and civil society roles in mediation, deliberation and self-organization.

It also promotes public awareness of civil society and civic engagement best practices in the region through its monthly meetings and seminars and stimulates fruitful dialogue among the region's varied publics through its programmatic activities of workshops, conferences, blog and publications.

The Asfari Institute is a research center based at AUB since 2012 and is a solid partner in consolidating AUB commitment to serve, educate and engage the Lebanese society. The Institute is mobilized to develop a new minor program on civil society and collective action with relevant AUB faculties. Among its new activities is the consolidation of three new lines of work: Civil Society Law and Governance, Culture as Resistance, and Civil Society in Conflict and Post Conflict Setting.

P.O. Box 11-0236 Riad El Solh,
Beirut 1107 2020, Lebanon
www.aub.edu.lb/asfari

 +961-1-350 000-1 ext 4469

 asfariinst@aub.edu.lb

 ActiveArabVoices.org

  AsfariInstitute

Bridging Academia and Activism

CONTENTS

22 *About The Asfari Institute at Aub*

26 *Introduction*

**28 *“The King Is Good, the Political Class is Bad”:
An Old Refrain***

**29 *Academic Variations on the “Crisis”
and the “Weakness” of Parties***

**31 *Beyond the Prism of the “Weakness” and the
“Crisis” of the Political Parties***

35 *A Tired Myth?*

36 *References*

Introduction

Following this year's "Throne Day" speech on 29 July 2017, commentators were unanimous: Morocco's King Mohammed VI's offensive against political parties was more violent than ever. In Morocco, however, the "crisis," "weakness," and "dysfunction" of parties is a repeated refrain. After the death of King Hassan II, new tonalities have enriched the refrain, which have been injected into the discourses held by a wide range of enunciators, including ordinary citizens, the media, actors of "civil society," international organizations, representatives of different parties, the king, and even a group of researchers. This quasi-consensus on the diagnosis of the "sick man" is bolstered by an array of symptoms, but the opinions diverge as to the sources of the evil and the remedies.

Nevertheless, a dissonance arises: the circulation of knowledge is such that political discourses are often informed by a hybridization of common sense and recycled scholarly discourse. In turn, some scholars

inadvertently cloak analysis as the legitimization of politics. In order to untangle this labyrinth, it is important to distinguish between the levels of analysis. Firstly, the official narrative on Moroccan political parties is a tool of legitimization and delegitimization, which is part of historicity. Secondly, some academic framings have marked the study of partisan life before being re-appropriated in public debates. From that starting point, a hypothesis will be examined: the mixture of genres and the hypertrophy of discourses on the stigmatization of political parties lead to the obfuscation of the dynamics at work. On the one hand, established political parties have deployed strong adaptation capacities. On the other hand, the protest arena has stretched out and the challengers have accumulated skills and know-how to the point that they willingly concede that the “political class is bad” in order to corner the “good king” against the wall.

“The King Is Good, the Political Class is Bad”: An Old Refrain

Under the reign of Hassan II, discrediting political parties that emerged from the nationalist independence movement was commonplace. And at every instance that a palace-ally establishes an “administrative party,” it was accompanied with talk of representing the “silent majority,” of filling the “political void,” of mobilizing the most “competent” actors to carry out “royal direction,” etc.

Following Mohammed VI’s ascension to the throne, the predominant rhetoric under Hassan II of “the king is good, his entourage is bad,” was rearticulated into, “the king is good, the political class is bad.” Vilifying political parties as “universally decayed” constituted a major form legitimizing the monarchy—as if the staging of an efficient king close to the people and at the root of all of the executive’s positive achievements could only materialize through a contrary perception of the “political class,” an almost consenting scapegoat.

In a position of control from above, the king emerged as an “enlightened prince” at the bedside of “the sick man,” and his speeches became the megaphone of denunciations and all-out injunctions targeting political parties: “corruption,” officials switching parties for each election, “incompetence,” “fragmentation,” the absence of internal democracy and societal anchorage, etc. In messages addressed to the nation, Mohammed VI regularly gave “guidance” to political parties. He calls

upon them to “restore themselves,” summoning them to take up “their responsibilities,” become “schools of democracy,” to “keep pace with their times,” and he even prescribes remedies (the 2006 law on parties). Civil society actors join the efforts of this project to “update” political parties, which is a project relayed through international democracy promotion programs. Nevertheless, the evaluations of these policies have revealed unintentional outcomes: rather than promoting democracy, these programs contribute to the consolidation of authoritarianism. They develop the capacities of its beneficiaries and institutionalize them without impacting their internal functions or their relations with society (Bolloyer, Storm, 2010; Khakee, 2017). Furthermore, as Mohammed Sassi (2015) underlined, some aspects of the law on parties intended to democratize them (representation of women, youth, internal elections) were oftentimes distorted.

In sum, the successes of the narrative that discredits political parties are largely dependent upon the multiple uses that it can lend itself to a political sphere at the crossroads of the national and the transnational. Moreover, this dominant discourse draws ammunition from a set of academic analyses.

Academic Variations on the “Crisis” and the “Weakness” of Parties

The recurring theme of the weakness of political parties is tied to the tropes exerted by the Communist Party model of yesteryear (Fretel, Lefebvre, 2008). To recall, it is this standard that Maurice Duverger used to conceptualize the famous opposition between the “mass party” and the “elite” or “cadre party” (Duverger, 1976). From then on, to characterize parties as “weak” often amounts to highlighting five “defects”: an organizational “deficit,” an ideological “deficiency,” the “absence” of devout and disciplined partisans, a “weak” capacity of mobilizing the masses on a national scale, and the “lack” of financial autonomy. Such a framework has all the more easily crossed borders because the “dysfunction” of political parties is associated with one of the major characteristics of multi-party authoritarianism, regardless of the theoretical perspective. In the case of Morocco, culturalist, sociohistorical, and neoinstitutional approaches are more dominant.

Political Parties: A Façade for Brotherhood and Tribes?

In a widely referenced text, Robert Rézette highlights one of the paradoxes of Moroccan political parties under the French protectorate. Although the Moroccan nationalists were strongly opposed to the doctrinal, spiritual and political phenomenon of brotherhood, their organizational model was imbued with it. According to several accounts, intentional borrowing was aimed at broadening the spectrum of mobilization. In this vein, in the rural areas, Allal Fassi was likened to a cheikh, his party to a new brotherhood with its members referred to as “Allaliyyin” (Rézette, 1955). Nevertheless, the model of authority was different: as Abdellah Hammoudi (2001) recalled, Allal Fassi opposed all “forms of contemptible submission” and discouraged the kissing of the hand. Nonetheless, for the Moroccan anthropologist, Arab political authoritarianism and the consent that it meets draw their sources from reworked cultural schemes: the essential traits of the relationship between the master and disciple find themselves both in the sphere of mystical initiation and in relations of domination. This lens has been met with an immense success; intellectuals of the left regularly reclaim it to denounce

the dysfunctionality of their (former) parties. It was the same for another thesis, which has thoroughly marked the analysis of Moroccan partisan life.

By the early 1970s, John Waterbury claimed that the Moroccan monarchy has succeeded in surviving by using and preserving power in a defensive manner, and by dividing an already limited elite: There is “a constant jostling and rubbing of various political units, accompanied by an atmosphere of tension and crisis, that usually continues the maintenance of balance, or, if it is upset, tends towards its restoration” (Waterbury, 1970, p. 6). According to the American political scientist, there was continuity in the political culture. Therefore, the king and elites’ political behavior has remained steeped in the traditions of the makhzen (common term to denote the Moroccan regime and its networks) and of tribalism, despite the social upheavals the protectorate provoked. From this perspective, the clientelistic pattern of the Moroccan political landscape should explain the fact that political parties have unstable clienteles rather than veritable partisans; hence, the precariousness of alliances, which made it difficult to establish coherence between actions, coalitions, and stated ideologies.

In the wake of the excessive readings of these works, the weakness of parties and the crisis of politics would be inscribed into the cultural DNA of Moroccans. Two major pitfalls are regularly highlighted. Implicitly, culture is assimilated to a fixed corpus, stable in time and closed in on itself. Moreover, to give it a weight in the course of history that is more determinant than other factors biases the analysis of social and political transformations.

The “Weakness” of Parties: An Effect of Modes of Colonization and Decolonization?

From a sociohistorical perspective, Maâti Monjib (1996) and Michele Penner Angrist (2006) emphasized the bifurcated historical foundations. According to Monjib, the colonial experience was too superficial and too short in Morocco for it to transform social and political structures. For Angrist, the colonial policy implemented in Morocco and the mode of accession of the kingdom to independence

preserved the traditional elites; they neither brought to completion a “founding regime” like in Algeria nor the affirmation of a hegemonic liberation movement (similar to the National Liberation Front, or FLN).

From this point of view, the primary particularity of Morocco resides in the sociopolitical configuration removed during the process of decolonization. The monarchy was not abolished and there was no war of liberation that allowed one sole actor to unify the ranks, absorb or eliminate potential political rivals, impose its hegemony, and to impose the rules of the game (before forming a single party). From there, the scholars are unanimous: the Moroccan monarchy’s principal aim in establishing the multiparty system was to thwart the hegemonic aspirations of the nationalist movement. The palace failed to develop a party capable of effectively supervising all its clients in order to counterbalance the electoral mobilization capacities of its challengers. In the end, the monarchy opted for a strategy of fragmenting its adversaries as well as its allies, resorting to both repression and cooptation.

In view of these readings, the weakening of political parties in Morocco is rooted in historicity and is the result of, above all, a confrontation between the palace and the nationalist movement. For this, one must be wary of considering that the monarchy’s “triumph” is inscribed in its genes or that everything that unfolded during the process of decolonization.

The “Weakness” of Parties: An Intrinsic Characteristic of “Electoral” Authoritarianism?

According to a number of studies, the existence of weak, fragmented, and more or less clientelized parties is a major feature of “electoral” authoritarianism. Since 1998, Morocco has been an archetype of this variation of limited pluralism. On the one hand, some features of democratic political life distinguish this regime from others: a political sphere open to opposition parties and civil society, regular and relatively competitive elections, etc. On the other hand, it is imbued with the “syndrome”

of “dominant-power politics” (Carothers, 2002): a dominant-power like the monarchy that retains reserved domains without being subject to accountability; the rulers resort with more or less “subtlety” to repression, violation of the law, and “manipulation”; the judiciary is not independent; a portion of the opposition is excluded and its access to official media is nonexistent or constrained; electoral engineering hinders the formation of a genuine majority; the legitimacy of elections, the electoral participation rate, confidence in public institutions, and state performance is very weak.

Ultimately, in such a context, the main function of elections and political parties is to ensure the survival of the political regime (Gandhi, 2008; Lust-Okar, 2005). According to these perspectives, when power-holders are faced with major challenges and do not have access to rentier income, they try to stabilize themselves by soliciting the cooperation of other groups. In order to do so, they create institutions that serve multiple functions: releasing political pressure; fostering the sharing of spoils between elites and ensuring ambitions in terms of political careers; redistributing scarce resources through client networks or public policies; giving signals to investors and international players; justifying policies, and above all, diffusing responsibility in the event of failure.

Although seductive, these readings remain trapped in the quest that underlies them: understanding the resilience of authoritarianism. From then on, they leave black boxes aside, conceal nonconventional politics, and ignore the gropings, the skills and know-how, and the amplification of the challenges. Rather than apprehend the weakness of parties as a cultural, historical, or consubstantial fatality to authoritarianism, to approach it as a dominant narrative helps to unveil the processes at work within the Moroccan political landscape. By shifting the angle of observation, it can be seen that most Moroccan political parties have displayed great adaptive capacities.

Beyond the Prism of the “Weakness” and the “Crisis” of the Political Parties

Moroccan Political Parties Adapt to their Environment

Since the monarchy embarked upon the “democratic process,” the adherence or rejection of policies of compromise have constituted the common ground for those within the Moroccan political landscape and within political parties themselves. This tendency was exacerbated by the formation of the “government of alternance” in 1998 and important readjustments that have affected monarchical authoritarianism, the partisan, electoral, and protest arenas. It remains that the privileged choices made by partisan actors are irreducible to moral categories (“corrupt,” “sold” versus “incorruptible,” “faithful”). Indeed, their position with respect to the regime and their strategies are conditioned by a set of factors, from the most macrostructural to the most microsociological. Here, it is a matter of drawing attention to the relational and organizational levels: the resources these actors dispose, their perceptions of their environment, the dynamics at work, the appreciation of the cards they can play, the strengths and weaknesses of their opponents, the relations among the group and between the groups, etc.

The “consensual alternance” was oftentimes presented as an episode that weakened old opposition parties and initiated the transformation of all the established political parties into electoral “merchants.” A more extensive examination, however, allows for the identification of three points. 1) Just as the alternance exacerbated internal tensions within the Socialist Union of Popular Forces (USFP), it was not its entry into the government that “weakened” the party; it was because the USFP disposed weak “collective partisan capital” (Offerlé, 2002) that its leaders engaged in the path of “consensual alternance.” 2) The reconfiguration of institutionalized politics drove the established political parties to adapt themselves to the new rules of the game. 3) Just as the case of the Party of Justice and Development (PJD) illustrated, participating in the coalition government does not produce the same effects depending on the party’s starting and available capital.

It Was not the Government Participation that “Weakened” the USFP

After several decades of confrontation between the monarchy and the leftist wing of the nationalist movement, a “consensual alternance” took place in 1998. Without delving into the complex process that colored this episode, let us recall two conditions that made it possible. It came to fruition when the palace calculated that the game was sufficiently framed to preserve the centrality of the monarchy and to avoid a particular actor from being distinguished by an excessive electoral weight. In addition, after having experimented—simultaneously or successively—different strategies (the revolutionary option, the temptation of coup attempts, pressure on the streets, participation in rigged elections, etc.), a party of the heirs of the nationalist movement resolved to accept what they had long refused.

The circumstances that drove former prime minister Abderrahman Youssoufi to finalize a pact with Hassan II have been written about extensively. It suffices here to raise the organizational dimension. According to Youssoufi himself, the USFP was never a party of the masses, but was essentially a party of “sympathizers.” According to other accounts, the “crisis was congenital.” In any case, Abderrahim Bouabid’s succession fueled divisions and rivalries. In 1992, it was a “man of consensus” that was designated as the head of the USFP.

Of course, Youssoufi benefited from his role as an “old companion” of prominent nationalist figure Mehdi Ben Barka, to having been in exile, his international stature, his image of a “wise man,” and his “calming force”—all accumulated capital from his long career as an activist. But, in the end, it was the capital that placed him above the fray that failed him: he had no hold on the partisan apparatus; he had no familial, tribal, or regional stronghold. In other words, other competing leaders did not perceive him as a threat. Moreover, the “assets” that enabled him to become the first secretary of the USFP soon became impediments when he tried to impose himself within the party.

On the eve of the alternance, the party was so divided that Yousseoufi did not hold genuine partisan leverage. Furthermore, his allies were far from unwavering. In the absence of strong collective capital, he was not in a position to wrest from Hassan II more than the latter granted him. As a result, he played the “pact” card and was able to reestablish “trust” between two individuals. Those close to Yousseoufi had another calculation: a stature of prime minister was supposed to give the secretary general of the USFP the means to reclaim control of the party. In reality, tensions were exacerbated and fissures multiplied. Nevertheless, although amputated, the USFP experienced changes that allowed it to, years later, continue existing within a configuration where it is sufficient to hold twenty seats to become a member of a coalition government, and even to hinder the formation of a government.

When the Party’s Strength Resides in its “Weakness”

The reconfiguration of institutionalized politics drove established political parties to adapt to the intended and unintended consequences of the rules of the game that they co-produced and that the palace’s centrality amplified. Now, their strength lies in their weakness.

Electoral engineering put in place by Yousseoufi’s government reveals contradictory objectives, foretelling of the ambivalence of the readjustments that are being put in place. Officially, the party system with proportional representation and the expansion of the constituencies are aimed at politicizing and depersonalizing the vote by reducing weight to money and clientelism. It is to favor parties with a political identity, human and material resources sufficient to cover all the constituencies, all while slowing down the fragmentation of the party landscape. Unofficially, the challenge is to contain the electoral progress of the PJD and, more broadly, to prevent a single party from reaping the benefits of political liberalization.

On another level, the palace is more dominant than ever. Beyond its constitutional powers, hardly touched by the 2011 reforms, the palace is stifling the head of

government’s prerogatives, decreeing “major guidelines” and projects, and taking control of all strategic sectors. The royal assent is indispensable and the palace’s influence exerts itself even in the lives of established political parties. The ideological foundations of this supremacy continue to extend beyond the repertoires of the Commandership of Believers and national unity. The “myth of depoliticized governance” (Bouabid, 2007) is diffused with the complicity and consent of a portion of the elite apprehensive about seeing its way of life and privileges threatened by representatives that come from totally unbridled ballot boxes. In the same vein, three scarecrows emerge: a Morocco plunged into collapse because of “incompetence”; the questioning of the “Moroccan model” by Islamists of all kinds; and chaos like other countries in the region. The scene is thus set so that Mohammed VI is upheld as a hero and protector of the “kiliminis” against the “bouzebal” of all kinds.[1]

In a way, this class struggle underpins a codification of political “excellence” that highlights the figure of the “technocrat”—over-educated, trained in the great foreign schools—as opposed to elected officials that are “men of the briefcase” (malin chekkhara), wealthy but illiterate, or members of the PJD who come from mass education and are, for the most part, civil servants. According to this vision, the first is distinguished by his competence, as shown by his prestigious diplomas and experiences, notably in the private sector; he is predisposed to being “efficient,” “rational,” “rigorous,” and to “managing Morocco like a company” (Catusse, 2008). As for the political parties, they are presented as being “unable to put forth the talents” (Belal, 2007). In such a configuration, the enlightened prince is distinguished by his capacity to select the “best.” He would have no choice but to remove the strategic sectors from party leaders, by definition deficient, and to entrust ministerial portfolios to technocrats (even if they were to join a party), to delegate government powers to commissions, boards, and foundations that report directly to him. These reconfigurations produced two major effects, irreducible to a manipulative genius.

On the one hand, the relative liberalization of the electoral landscape combined with a false proportional approach favored the emergence of an electoral market and the assertion of figures that showed a great capacity to absorb reforms. To optimize their chances in maintaining their mandates, the majority of established parties have fought over the “men of briefcases” more or less inserted into the networks of mobilization of electoral support. In some cases, they have succeeded in reconciling financial constraints with the neoliberal demand of “good governance,” putting forth “technocratic” profiles, “entrepreneurs,” or “managers.”

On the other hand, heterogeneous and plethoric coalition governments have become the rule, leading established parties to cartelization (Katz, Mair, 1995; Kasmi, 2015). In other words, the convergences of these parties are more numerous than their divergences: there exists a tacit collusion to preserve the control of access to public resources. The programs and procedures of collecting votes are getting closer. Dependence on government funding is increasing. In the end, these parties are so far removed from their members and voters that they become quasi “agencies” of the state. Beyond the phenomenon of cartelization, the nature of Moroccan government coalitions and the vagueness that characterizes the prerogatives from one another within a dual executive contribute to slowing down the process of decision making and implementation—which automatically reinforces the position of the monarchical executive. In doing so, these processes effectively impede accountability. Similarly, they discourage the production of political agendas or the display of an ideological identity (all the more so as ministers are all equated with performers of “grand royal guidelines”). On the electoral level, they have the effect of increasing abstentionism (which reduces the cost of the “men of the briefcase” campaign), electoral patronage and the commodification of voting—phenomena which, in turn, accentuate the fragility of the elected officials’ legitimacy.

Taking note of these mutations, the majority of established parties have adapted themselves: in such a system, their strength resides in their weakness. In

this view, the aftermath of the 2016 legislative elections is telling. The USFP’s inclusion in the government triggered a “blockage” of six months, despite the fact that this party only attained close to five percent of the parliamentary seats. For its part, with less than ten percent of the seats, the Rally of National Independents (RNI) benefited from strategic ministerial portfolios and its leader, a man of the palace, was built up as the true head of government.

And if the PJD’s “Weakness” Resided in its “Strength”

Despite the containment strategies deployed and unpopular measures attributed to the outgoing government, the PJD won the most votes in the 2016 elections, improving its performances, and gaining more than thirty percent of the seats. But denied a royal blessing, PJD leader Abdelilah Benkirane, was forced out despite his every effort to obtain it. The sources of this scenario are rooted in the prehistory of the PJD and with the concern of not repeating “the mistakes” of the left. Moreover, the narrative of the importance of “gaining the monarchy’s confidence” has spread among some of the former opponents. Retrospectively, they considered that a confrontation between the monarchy and the nationalist movement “lost Morocco too much time”; a narrative fed by transillogist reading grids, a trend since the 1990s.

Yet the problem of the PJD lies precisely in the fact that the kingdom is not in a democratic transition and that this party is perceived as “too strong.” In the Morocco of today, having important electoral bases and members holds far less significant weight than palace assent. Indeed, established parties must obtain seats to join coalition governments, have resources, and regional and communal mandates. However, even when they show their subjection to the monarchy, they have no interest in having their electoral performances excessively superior to those of other actors. In such circumstances, they become dangerous in the eyes of the palace, all while attracting the wrath of other beneficiaries of this system of mutual collusion—the main stake of which is the preservation of a relative balance in the modalities of sharing the cake.

In other words, while a party aspires to participate in the game of Moroccan politics, having a reservoir of members and an apparatus of internal democracy becomes constraining. While the PJD has, for a long time, succeeded in converging its quest for the royal blessing with the assent of its member base, today it is subject to an injunction of normalization. Like the USFP and other parties before it, it is pulled between two tendencies: those who prioritize internal democracy and the “independence” of the party (they are the same ones who have been excluded from the government and are in a position to mobilize the partisan member base); and those who persist in prioritizing “pragmatism” (those knighted by the palace). But, contrary to the USFP in 1998, the PJD in 2017 continues to dispose collective partisan capital and an electoral base, factors that dissuade secessionist temptations.

Ultimately, with the exception of those marginalized and excluded from the electoral system, most political parties have transformed their weaknesses into strengths. Inversely, the PJD’s weakness resides in its strength: mobilizational asymmetry expanding between the party and other players continues to hamper its normalization. In such a configuration, it is not so much the “parties” that are in crisis. At a time when challenges are multiplying, it is the smokescreen of authoritarianism, “the king is good, the political class is bad,” that reveals the signs of erosion.

A Tired Myth?

In view of what is happening in the protest arena, it is clear that a piece of the apparatus legitimizing the monarchy is crippling. If political "liberalization" has shrunk the electoral landscape, it has contrarily favored the extension of the protest arena, the protestors' accumulation of skills and know-how, and the development of increasingly autonomous coordination capacities that thwart the regime's coopting propensities.

After eighteen years of King Mohammed VI's reign, the narrative that the political class is at the origin of all evils is losing its effectiveness. All while decrying "political parties," protestors affirm loud and clear that essential power is within the hands of the king. The

king's "bare-chest" is so threatening that the urgency to restore the formula of "the king is good, the political class is bad" is reflected in the most recent "Throne Day" speech. In an unprecedented way, the king denounced that when "the balance is disappointing, one hides behind the Royal Palace and one assigns to him the responsibility." Although most established party leaders have rushed to assume their role by supporting the royal diagnosis, dissonant voices have resumed. "The king is good, the political class is bad" is henceforth at the end of its rope. A counter narrative seems to be making its way: and if the self-proclaimed healer was one of the sources of evil?

- BOLLEYER N. et STORM L., 2010, « Problems of party assistance in hybrid regimes: the case of Morocco », *Democratization*, vol. 17, no 6, p. 1202-1224.
- BELAL Y., 2007, « Technocratie versus démocratie », *Cahiers bleus*, avril 2007, no 9.
- BOUABID A., 2007, « Technocratie versus démocratie », *Cahiers bleus*, avril 2007, no 9.
- CAROTHERS T., 2002, "The End of the Transition Paradigm," *Journal of Democracy*, vol. 13, no 1, p. 5-21.
- CATUSSE M., 2008, *Le temps des entrepreneurs ? Politique et transformations du capitalisme au Maroc*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- DUVERGER M., 1976, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin.
- FRETEL J., LEFEBVRE R., 2008, « La faiblesse des partis politiques français : retour sur un lieu commun historiographique » dans M. Offerlé et H. Rousso (dir.), *La fabrique interdisciplinaire : Histoire et science politique*, Rennes, PUR, p. 149-177.
- GANDHI J., 2008, *Political Institutions under Dictatorship*, New York, Cambridge University Press.
- HAMMOUDI A., 2001, *Maîtres et disciples : Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- KATZ R. S., MAIR P., 1995, "Changing models of party organization and Party democracy: the emergence of the cartel party," *Party Politics*, vol. 1, no 1, p. 5-28.
- KASMI S., 2015, *Le statut des partis politiques au Maroc*, Rabat, REMALD.
- KHAKEE A., 2017, « Democracy aid or autocracy aid? Unintended effects of democracy assistance in Morocco, » *The Journal of North African Studies*, vol. 22, no 2, p. 238-258.
- LUST-OKAR E., 2005, *Structuring Conflict in the Arab World: Incumbents, Opponents, and Institutions*, New York, Cambridge University Press.
- MONJIB M., 1992, *La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir. Hassan II face à l'opposition nationale de l'indépendance à l'État d'exception*, Paris, L'Harmattan.
- OBERSCHALL A., 1973, *Social Conflict and Social Movements*, New York, Prentice Hall.
- OFFERLÉ M., 2002, *Les partis politiques*, Paris, PUF.
- PENNER ANGRIST M., 2006, *Party building in the modern Middle East*, Seattle, University of Washington Press.
- REZETTE R., 1955, *Les partis politiques marocains*, Paris, Armand Colin.
- SASSI M., 2015, « Al-ahzab al maghribiyya wa qadiyyat ad-dimuqratiyya ad-dakhiliyya bayna al-ams wa al-yawm (Les partis marocains et la question de la démocratie interne. Entre hier et aujourd'hui) », *Revue marocaine des sciences politiques et sociales*, vol. 11, no 8, p. 15-35.
- WATERBURY J., 1975, *Le commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite*, Paris, Presses universitaires de France.



"الملك طيب, والطبقة السياسية سيئة" سرديّة في آخر أنفاسها؟ مونية بناني شرايبي

الملك طيب، والطبقة السياسية سيئة

سردية في آخر أنفاسها؟

مونية بناني
شرايبي

أستاذة جامعية في معهد
الدراسات السياسية
والتاريخية والدولية (IEPHI)
وعضوة في مركز الأبحاث
حول العمل السياسي
(CRAPUL)، بجامعة
لوزان (UNIL).

حول معهد الأصفرى فى الجامعة الأميركية فى بيروت






لذا، يعمل المعهد على دعم الوعي العام بدور المجتمع المدني لرصد وتحليل أشكال المبادرات المدنية المختلفة فى مجالات القانون والحكومة والثقافة وإدارة الصراعات فى المنطقة، ويحاول نشر أنماطاً جديدة لتأمين هذه المبادرات عبر عقد الاجتماعات الشهرية والندوات والمحاضرات وورش العمل والمؤتمرات والندوات، فضلاً عن المدونة الخاصة بالمعهد، بالإضافة إلى مطبوعات المركز.

ويعدّ معهد الأصفرى شريكاً فاعلاً بالجامعة الأميركية فى بيروت، يشارك فى إثراء التزام الجامعة بخدمة وتثقيف والتفاعل مع المجتمع اللبناني، ويقوم المعهد حالياً بتطوير اختصاص ثانوي عن المجتمع المدني والفعل الجماعي على مستوى التعليم العالي. وأخيراً وليس آخراً، يقوم المعهد بتنمية برامج البحثية الثلاث: المجتمع المدني والقانون والحكومة؛ الثقافة كمقاومة؛ المجتمع المدني فى سياقات النزاع وما بعد النزاع.

يسعى معهد الأصفرى للمجتمع المدني والمواطنة، وهو مركز أبحاث للعلوم الاجتماعية عن المنطقة العربية، إلى تمكين الجسور بين الأكاديميين والنشطاء وصانعي السياسات وعموم المهتمين لإستكشاف كافة الأشكال التقليدية أو المبتكرة لدعم عمليات الديمقراطية التشاركية، ومساءلة عمليات صنع السياسات المحلية، لتحفيز جهود المجتمع المدني وتكريس مبادئ المواطنة الفعّالة فى العالم العربي.

فى هذا الإطار، يركّز المعهد على تنظيم ورش وبرامج عمل تدريبية للشباب والمحفيين والنشطاء إلى جانب قيامه بمهام البحث الأكاديمي وإنتاج المعرفة داخل وخارج الجامعة الأميركية فى بيروت، كما يقوم المعهد بتنظيم فرق بحثية جماعية فى مجالات متعلّقة بالمشاركة السياسية والمساءلة والحكومة الرشيدة؛ إضافة إلى إصدار توصيات لدعم مشاركة المواطنين والمواطنات، وتعزيز دور المجتمع المدني فى الوساطة والمداولات والتنظيم الذاتي.

P.O. Box 11-0236 Riad El Solh,
Beirut 1107 2020, Lebanon
www.aub.edu.lb/asfari

 +961-1-350 000-1 ext 4469
 asfariinst@aub.edu.lb
 ActiveArabVoices.org
  [AsfariInstitute](https://www.facebook.com/AsfariInstitute)

Bridging Academia and Activism

تقديم

يونس بن مومن

في العام الثامن عشر من حكم «محمد السادس»، فإنّ القضية تُفهم كما يلي: الأحزاب السياسية مسؤولة عن الأزمة السياسية التي تمر بها المغرب، لأنها (الأحزاب) ضعيفة. فهي لا يمكنها تأمين مهمة الوسيط بين الشعب والمؤسسات. فقدرتها على تأطير مشاركة المواطنين السياسية، ثم التعبير عنها داخل المؤسسات السياسية، معطّلة. يشهد على ذلك، منذ عام، «الحراك» في منطقة حيث لم يتمكن أبدًا الحزب المسيطر من تقديم نفسه كمتحدث شرعي نيابة عن السكان المحليين. هذا الاستنتاج مشارك من الكثير، لأنّه يحمل ختم الحسّ المتعارف عليه.

بالرغم من هذا، فإنّ هذا الاستنتاج ليس بجديد. فمساهمة «مونيا بناني شرايبي» لها الفضل أولاً في توضيح ظهور «أزمة الأحزاب»، والتذكير بمساراتها لدي مختلف الكتاب وأفرع العلم، والمؤرخين والسياسيين وعلماء الأنثروبولوجيا. هذا التفكير المسبق يسمح بإماطة اللثام عن التفاعلات الحاكمة اليوم للساحة السياسية المغربية، والتي غالبًا ما تكون مستترة بفعل الخطاب السائد.

ماذا نعرف عن «أزمة الأحزاب»؟ بادئ ذي بدء، فإنّه وفقًا لروايتنا الوطنية فإنّ الحزب الفاشل هو شخصية قديمة، فهو يظهر بمجرد ما يفرض القصر نفسه كفاعل مسيطر على اللعبة السياسية، وذلك على حساب أحزاب الحركة الوطنية. فعلى مدار ثلاثين عامًا -سنوات الرصاص - عطل القمع والاستقطاب والانشقاق المجال الحزبي باقتلاع أنيابه. ما تذكر «مونيا بناني شرايبي»، فإنّ الأحزاب «الإدارية» تم إنشائها دومًا لملء «الفراغ السياسي»، وتمثيل الأغلبية الصامتة، وجذب «الأكثر كفاءة»، وتطبيق «التوجهات الملكية العليا» بكفاءة.

الأحزاب السياسية المغربية تقوم بدورها جيداً. 0% من المقاعد في المجلس تكفي لرؤاسته، وإيقاف حكومة والوصول في النهاية إلى عضويتها. المشكلة أن الناخبين هم من ينفرون.

الأزمة إذًا تكمن بصورة أقل في الأحزاب، مقارنةً بطبيعة المطالب الموجهة نحو السلطة. في الخطاب، فإنّ تحريف المسؤولية ناحية الأحزاب لم يعد مقنعًا. ففي الحسيمة، لم تكن أبدًا الأزمة مع أو ضد «حزب الأصالة والمعاصرة» (e) (PAM) حيث كانت بدونه. فإذا كان الحزب ضعيفًا جدًّا، يصبح بلا فائدة. وإذا كان قويًا جدًّا، فإنّه يكسر توازن «الكارتل» بين الأحزاب ويبدو تهديدًا للقصر. فالتركيز على ضعف الأحزاب يرجع إلى إخفاء نقد النظام، الذي هو منبع هذا الضعف.

بدون أن يكون شاملًا، هذا التحليل يسمح مع ذلك بإعادة تأكيد الطبيعة المؤسساتية للنقاش. هل يجب أن تكون الأحزاب ضعيفة حتى تبقى الملكية قوية؟ إنَّ عدم القدرة أو رفض مناقشة هذه القضية، ألا وهي تلك

اليوم، صارت الانتخابات منتظمة، ونسبيًا شفافة وتنافسية. ولكن هذه الانتخابات مؤطرة، تمنع ظهور أغلبية برلمانية، وتقوض الأحزاب لتحالفات غير متماسكة. تتمتع الملكية بحقوق واسعة ولكن دون أن تخضع لأية مساءلة. التعددية الحزبية وإن كانت في المقدمة، فإنّ جزء من المعارضة لا يستطيع الوصول لا إلى الساحة الانتخابية ولا إلى وسائل الإعلام الرسمية. هذه الصورة إجمالاً عن السلطوية الانتخابية تمنع النظام السياسي التي صارت المغرب نموذجًا أصليًا له منذ التناوب في 1998.

ماذا تعلّمنا الأدبيات الأكاديمية عن هذا الموضوع؟ في الأصل، فإنّ وظيفة الحزب السياسي في نظام انتخابي سلطوي هو أن يكون «ضعيف» أو «فاشل». فهو يسهم بدرجة أقل في التأطير والحشد والحكم، عن تأمين توزيع الموارد والوظائف، وإضفاء مصداقية على السياسات العامة، إعطاء إشارات للمستثمرين والفاعلين الحوليين، وتحديدًا، تمييز المسؤولية في حالة الفشل. من وجهة النظر تلك، فإن

صنع الخطاب الملكي في ٢٩ يوليو/تموز من المساءلة حجر زاوية لتطبيق الدستور. ولكن هذا يستلزم مبادرة يبدو أنه لا أحد اليوم يستطيع توليها: إعادة فتح النقاشات الدستورية لعام ٢٠١١، التي عطلت سرعة زوالها اليوم تطبيق مبادئ منصوص عليها. الدولة لديها اليوم سلطة تنفيذية ثنائية الرأس. فرئيسها، متشخاً بشرعيته الدينية، يرأس مجلس الوزراء ويمتلك مجالات محددة. وهو يعرف «التوجهات الاستراتيجية»، ويمد الظهير للوظائف المدنية العليا والعسكرية، ويعين ويستبعد الوزراء. هل ما تبقى لرئيس الحكومة، هذا «الأول ضمن نظراء» من المنتخبين، يبرر المساءلة أو يجعلها على أقل تقدير موثوق فيها؟ لأنه من أجل تقديم كشف الحساب، يجب أيضاً أن يكون هناك مسؤولية كاملة. تلك هي السردية المضادة التي في طور التطور لمظاهرات ٢٠١١ وحتى تلك التي اندلعت في الريف.

الخاصة بفاعل مسيطر يديم هيمنته عبر تبريرها بضعف السياسيين، يشرح الضباب الذي تتوه فيه أية محاولات للإصلاح. تكلف هذه المعضلة البلاد غالبا، بما أنها لا تسمح لا بالثقة في المؤسسات العامة ولا في النتائج الاجتماعية والاقتصادية المستخلصة.

الخروج من هذا الأمر يستوجب بالضرورة التطبيق الكامل والشامل للمبادئ الدستورية، في مقدمتها العلاقة بين المسؤولية والمساءلة. أعمال «Tafra» حول الانتخابات التشريعية المغربية تثبت أن نظام التصويت وأشكال التقسيم الانتخابي تمنع وجود أغلبية برلمانية متماسكة. بيد أن هذا الأمر تحدياً هو أحد شروط ممارسة المسؤولية. هذا المبدأ البسيط مستتر خلف الهندسة الانتخابية، التي تصنع من البرلمان مؤسسة غير منظمة ومحكوم عليها بعدم الفاعلية، حيث أن التحالفات المكتظة والمتباينة تصبح الوسيلة الأفضل للتشويش على مسؤولية كل من أعضائه.

قائمة المحتويات

2 دول معهد الأصفري في الجامعة
الأميركية في بيروت

6 تقديم

12 مقدمة

13 «الملك طيب، والطبقة السياسية
سيئة»: سردية قديمة

14 إسقاطات أكاديمية على «الأزمة»
و«ضعف» الأحزاب

18 ما بعد منظور «ضعف» و«أزمة»
الأحزاب السياسية

24 أسطورة في آخر نفس؟

36 المراجع

مقدمة

لإضفاء الشرعية على السلطة السياسية من قبل «منتجي المعرفة». في محاولة لفك هذا التشابك، فإنّه من الأهمية تحديد مكان التفرقة بين مستويات التحليل. أولاً، إنّ الرواية الرسمية حول الأحزاب السياسية المغربية هي آلية لإضفاء الشرعية وكذلك لنزعها، وهي متجذرة في سياق تاريخي. على مستوى ثانٍ، هناك قراءات أكاديمية ميزت دراسة الحياة الحزبية حتى إعادة صياغتها في النقاش العام. من هنا، فإنّ الفرضية التي سوف يتم مناقشتها هنا هي أنّ الخلط بين الأنماط وتضخم خطابات وضم الأحزاب السياسية تلقي بظلالها على الديناميات المستخدمة من ناحية، فالأحزاب السياسية القائمة بذلت قدرات قوية على التأقلم. ومن ناحية أخرى، فإن الساحة الاحتجاجية امتدت وراكمت الخبرات المكتسبة لدرجة القبول طواعية بأنّ «الطبقة السياسية سيئة»، ولكن بالأحرى من أجل دفع «الملك الطيب» في مأزق.

في أعقاب خطاب العرش في ٢٩ يوليو/ تموز ٢٠١٦، أجمع المحللون على أنّ هجمة محمد السادس ضدّ الأحزاب السياسية هي الأعمق على الإطلاق. بيد أنه في المغرب، فإنّ «أزمة» و«ضعف» و«اختلال» الأحزاب هي شكاوى قديمة. فبعد وفاة «الحسن الثاني»، تم إثراء الجوقة بنغمات جديدة، مع إدخالها في الخطاب المتبناة من قطاع واسع من الخطباء: المواطنون العاديون، ووسائل الإعلام، وفاعلو المجتمع المدني، والمنظمات الدولية، وممثلو أحزاب مختلفة، والملك، وحتى مجموعة من الباحثين. هذا التوافق التقريبي حول تشخيص «الرجل المريض» يمتد إلى تعريف الأعراض، ولكن تختلف الآراء حول مصادر الشر ووسائل العلاج.

إلا أنه هناك تنافر. فتداول المعرفة يتدخّل في تعريف الخطاب السياسية عبر تهجين الحس العام والمقولات العلمية المعاد تدويرها. في المقابل، تبدو بعض التحليلات كمحاولات

إن الساحة الاحتجاجية امتدت وراكمت الخبرات المكتسبة لدرجة القبول طواعية بأنّ «الطبقة السياسية سيئة»، ولكن بالأحرى من أجل دفع «الملك الطيب» في مأزق.

”الملك طيب، والطبقة السياسية سيئة“: سردية قديمة

«توجهاته» للأحزاب السياسية، لحنها على إعادة تأهيل نفسها، والاضطلاع بمسؤولياتها، لتصبح «مدارس للديمقراطية»، ولكي «تتماشي مع متطلبات العصر»، إلخ. وقد وصل به الأمر مرات إلى أن يصف العلاج (عبر قانون الأحزاب لعام ٢٠٠٦).

كما تضافرت جهود بعض فاعلي المجتمع المدني في هذه الشراكة المعنية «بإعادة الضبط»، التي تتولاها البرامج الدولية لتعزيز الديمقراطية دون اختبار صورة الرجل المريض. غير أن قياس أثر هذه البرامج قد أوضح هشاشة فاعليتها: فبدلاً من الدفع نحو الديمقراطية، مالت هذه البرامج نحو دعم السلطوية، دون أن تؤثر على أداء الأحزاب لا داخلياً ولا في علاقتها مع المجتمع (بوليبر، ستورم ٢٠١٠، كافي ٢٠١٧). بالإضافة إلى هذا، وكما يؤكد محمد ساسي (٢٠١٥)، فإن النواحي الواردة في قانون الأحزاب التي كان من المفترض أن تدفع إلى التحول الديمقراطي (تمثيل المرأة والشباب ودورية المجالس المنتخبة، إلخ)، غالباً ما تم التحايل عليها وإفراغها من قدرتها على التغيير. هكذا ساهم كل طرف في تعضيد رواية غياب الأهلية عن الأحزاب السياسية وتعددت استخداماتها ضمن أطراف الدائرة السياسية بنجاح عام في المجمال. وتحصنت كل تنويعات الرواية بنقاط التلاقي بين ما هو داخلي وما هو دولي، ليستمر الخطاب المسيطر ويجدد زخمه، زاحقاً إلى أرضية التحليلات الأكاديمية ليقفات منها ليدعم هيمنته.

تحت حكم «الحسن الثاني»، كان تشويه الأحزاب السياسية، المنتمة لـ «الحركة الوطنية»، عملة رائجة. وفي كل مرة كان أحد المقربون من القصر يشرع في إنشاء حزب «إداري»، وكان التبرير المساق تمثيل «الأغلبية الصامتة»، و«ملء الفراغ السياسي»، وحشد الفاعلين الأكثر «كفاءة» لتنفيذ توجهات القصر، إلخ.

بعد صعود «محمد السادس»، سادت المقولة التي كانت سائدة في عهد «الحسن الثاني»: «الملك طيب ومديته سيء»، ثم أخلت المجال للصيغة التالية: «الملك طيب، والطبقة السياسية سيئة». فلغُن الأحزاب السياسية، «الفاسدة في مجملها» يُعد جزء أساسي من آلية إضفاء الشرعية على الملكية. كما لو أن إخراج المشهد لملك قريب من الشعب، فعّال ومصدر لكل الإنجازات الإيجابية للسلطة التنفيذية، التي لا يمكن تأكيد تجسده إلا عن طريق تصدير السلبية عن «الطبقة السياسية»، ككبش فداء، ضروري لإحكام السردية في نسختها الأجدد.

يظهر الملك «كأمير مستنير» قابع أعلى المجال السياسي الوطني، قائم على «رجل مريض»، وقد عكست خطبه هذا التصور لشجب والإنذارات والسّمات التي تستهدف الأحزاب السياسية: «الفساد»، وتنقل المنتخبين بين الأحزاب بعد انتخابهم، و«غياب الكفاءة»، و«البلقنة»، وغياب الديمقراطية الداخلية، وغياب التجذر في المجتمع، إلخ. هكذا، ردّد الملك في رسائله إلى الشعب، بشكل متكرر

إسقاطات أكاديمية على «الأزمة» و«ضعف» الأحزاب

والسياسية، إلا أنّ النموذج التنظيمي الخاص بها تم استيعابه. وفقاً للعديد من الشهادات في أسلوب النظر إلى الأحزاب، هناك بصمات مقصودة تهدف إلى مد آفاق الحشد. فمثلاً، في المناطق الريفية، تمّ تشبيه «علال الفاسي» بالشيخ، وحزبه بالزاوية، كما أطلق على أعضاء حزبه تسمية «العلاليين» (ريزيت ١٩٥٥). إلا أنّ نموذج السلطة هذا كان مختلف، مثلما يذكر «عبد الله حمودي» (٢٠٠١)، فـ «علال الفاسي» كان ضد «أشكال الخضوع المدقعة»، وكان لا يشجع على تقبيل اليد.

وبالرغم من هذا، وفقاً لعالم الأنثروبولوجيا المغربي، فإنّ السلطوية السياسية العربية والتوافق الذي تلاقيه ينهل مصادره من أنماط ثقافية أعيدت صياغتها: فالسمات الرئيسية للعلاقة بين «الشيخ والمريد» تكمن في كل من دائرة التأسيس الروحانية وفي علاقات السيطرة. هذه الشبكة من القراءات عرفت نجاحاً واسعاً، إذ استند إليها بانتظام مثقفون يساريون للتنديد بأحزابهم (السابقة). لم تكن الأخيرة هي الأطروحة الوحيدة التي تركت بصمتها في تحليل الحياة الحزبية المغربية.

ففي بداية السبعينات، أكد «جون وترييري» أنّ استمرار الملكية على قيد الحياة نتج في الأصل عن الاستخدام الدفاعي للسلطة السياسية، والحفاظ عليها في مواجهة

إنّ تكرار طرح مسألة ضعف الأحزاب السياسية مرتبط بالهيمنة التي مارسها نموذج الحزب الشيوعي منذ القدم (فريتيل، لوفابر ٢٠٠٨). وللتذكرة، فإنّه في ظلّ هذا المقياس، وضع «موريس دوفيرجيه» الإطار المفاهيمي للتعارض الشهير بين «حزب الجماهير» و «حزب الكادر» (دوفيرجيه ١٩٧٦). منذ هذا الوقت، أصبح نعت الأحزاب بالضعف يأتي للتأكيد على خمس «عيوب»: «تقصير» مؤسسي، و«عجز» إيديولوجي، و«غياب» للمناضلين المتفانين والمنتظمين، و«ضعف» القدرة على حشد الجماهير في كل أنحاء البلاد، و«فقدان» الاستقلالية المالية. تأطير كهذا، كان من السهل أن يعبر الحدود، مقارنةً «بالخلل الوظيفي» للأحزاب السياسية المرتبط بأحد الخصائص الكبرى للسلطويات ذات التعددية الحزبية، وذلك بغض النظر عن الرؤية النظرية المفضلة. في حالة المغرب، استمرت تعتمد على المداخل الثقافية، الاجتماعية - التاريخية، والمؤسسية الجديدة.

الأحزاب السياسية: واجهة للزوايا والقبائل؟

في كتابه المرجعي، يوضح «روبرت ريزيت» إحدى مفارقات الأحزاب السياسية المغربية تحت الحماية. وعلى الرغم من أنّ الوطنيين المغاربة كانوا معارضين بشدة لظاهرة الزوايا على المستويات العقائدية والروحانية

«ضعف» الأحزاب: إحدى آثار نمط الاستعمار وعملية التحرر الوطني؟

من خلال منظور اجتماعي تاريخي، تؤكد «ميشيل بينر انجريسست» (٢٠٠٦) على المنعطفات التاريخية المؤسسة. فوفقًا للباحثة الأمريكية، فإن السياسة الاستعمارية المطبقة في المغرب وأسلوب وصول المملكة إلى الاستقلال سمح بالحفاظ على النخبة التقليدية، ولم يؤدي لا إلى خلق نظام «مؤسس» مثل الجزائر، ولا إلى بلورة حركة وطنية مهيمنة (على غرار «جبهة التحرير الوطنية»).

وفقاً لوجهة النظر تلك، فإن خصوصية المغرب الأساسية تكمن في التشكيل الاجتماعي والتاريخي الذي تم التوصل إليه خلال عملية التحرر. فالملكية لم تلغى، ولم يكن هناك حزب تحرير يسمح لفاعل واحد بتوحيد الصفوف، واستيعاب أو القضاء على المنافسين المحتملين، وفرض هيمنته، وإملاء قواعد اللعبة (قبل تأسيس حزب أوجد). من هنا، فقد أجمع الباحثون على أن بناء التعددية الحزبية من قبل الملكية المغربية كان له هدف رئيسي، ألا وهو التصدي لتطلعات الهيمنة الخاصة بالحركة الوطنية. فالقصر لم يستطع التمكن من بلورة حزب قادر على تأطير كل مرعيه بفاعلية، بشكل يواجه قدرات الحشد الانتخابية لمن يتحدونه. من هنا، انتهت الملكية إلى تبني استراتيجية تفتيت

انقسام نخبة محدودة، إذ قال: «تتمثل الحياة السياسية في المغرب (...) في سرج دائم بين الوحدات السياسية، في جو أزمة وتوتر يساهم في الواقع في الإبقاء على توازن المجتمع وإعادته إذا ما دعت الحاجة لذلك» (وتربيري ١٩٧٥، ص. ٢٤). من خلال رصد للاستمرارية على مستوى الثقافة السياسية، فإن عالم السياسة الأمريكي يعتبر أن السلوك السياسي للملك ونخبته لا يزال مشبعًا بعادات «المخزن» والقبلية على الرغم من التقلبات الاجتماعية التي سببها نظام الحماية. من خلال هذه الرؤية، فإن الأداء المتسم بالزبونية على الساحة السياسية المغربية يفسر هشاشة التحالفات، وغياب التماسك بين الأفعال والائتلافات مع الإيديولوجية المعلنة، ويكرس تأسيس هذه الساحة كمكان لاستقطاب النخبة السياسية.

وبالتعمق في القراءات المفرطة لهذه الأطروحات، يبدو ضعف الأحزاب وأزمة الحكم كسمات جينية للثقافة المغربية. ولكن هناك اثنين على الأقل من المزالق لهذه الرؤية: ضمنياً، يتم استيعاب الثقافة ككيان متجمد، مستقر في الزمن ومنغلق على نفسه. بالإضافة لهذا، فإن إعطائها وزناً في مجرى التاريخ، أكثر تحديداً مقارنةً بالعوامل الأخرى، يجعل تحليل التحولات الاجتماعية والسياسية منحازاً إلى بحث الأصول.

أكثر «دقة»، إلى القمع وإلى المساس بالقانون، وإلى الاستغلال، فالعدالة ليست مستقلة، وجزء من المعارضة مستبعد، ووصوله إلى وسائل الإعلام الرسمية منعدم أو مقيد، والهندسة الانتخابية تمنع تكوين أغلبية حقيقية، كما أنّ شرعية الانتخابات، ومستوى المشاركة الانتخابية، والثقة في المؤسسات العامة وأداء الدولة، كلها أمور محل شك.

في نهاية الأمر، في سياق كهذا، يصبح دور الانتخابات والأحزاب السياسية الرئيسي هو تأمين بقاء النظام السياسي على قيد الحياة (جاندي ٢٠٠٨ / لوست - أوكر ٢٠٠٥). ووفقاً لتلك الرؤى، فإنّه حين يواجه المسؤولون عن الحكم تحديات مهمة ولا يكسبون ربحاً، فإنّهم يحاولون الاستقرار من خلال التماس التعاون مع مجموعات أخرى. من أجل هذا، ينشأون مؤسسات لها وظائف كثيرة: كتلك الخاصة بقياس الحرارة، أو تفضيل تقسيم الغنائم بين النخبة أو العمل على إشباع الطموحات في ما يتعلق بالوصول الي الوظائف السياسية، لإعادة توزيع الموارد النادرة عبر شبكات الزبونية أو السياسات العامة، وإعطاء ضمانات للمستثمرين وللفاعلين الدوليين، أو إضفاء مصداقية على السياسات المطبقة، وخاصة عند التطرق إلى بحث المسؤولية في حالة الفشل.

خصوصها، مثلهم مثل حلفائها، عبر اللجوء للقمع والاستقطاب على حد سواء.

من وجهة نظر هذه الكتابات، فإنّ إضعاف الأحزاب السياسية تجذر في السياق التاريخي ونتج قبل كل شيء عبر المواجهة بين القصر والحركة الوطنية. ومع ذلك، يجب التحذير من اعتبار أنّ «انتصار» الملكية مسجل في الجينات أو أنّ كل شيء تم تشكله خلال سياق نهاية الاستعمار.

«ضعف» الأحزاب: سمة جوهرية للسلطوية الانتخابية

وفقاً لمجموعة أخرى من الأعمال الأكاديمية، فإنّ وجود أحزاب ضعيفة، ومفكّكة ومستقطبة نسبياً يُعد سمة مهمة للسلطوية «الانتخابية». فمنذ ١٩٩٨، أصبح المغرب نموذجاً أصلياً لهذا المتغير الخاص بالتعددية المقيدة. من ناحية، فإنّ هذا النظام يتميز بوجود العناصر الأساسية للديمقراطية المؤسسية: حقل سياسي منفتح على أحزاب المعارضة وعلى المجتمع المدني، وانتخابات منتظمة تنافسية نسبياً. من ناحية أخرى، فهو مشبّع «بأعراض» «السلطة السياسية المسيطرة» (كاروثيرس ٢٠٠٢): سلطة الوصاية، بما أنّ الملكية تملك مجالات خاصة للانفراد بالحكم، دون الخضوع إلى المساءلة، وبلغاً الحكام، بصورة أقل أو

على الرغم من جاذبيتها، تظلّ هذه القراءات سجيّنة زاوية البحث التي تركز عليها؛ وهي فهم مرونة السلطوية، من هنا، فإنّها تترك الصناديق السوداء دون أن تمسّها، وتهمل السياسة اللامؤسسية، ومن ثم تتغافل بصمّةٍ عن التجارب والأخطاء، وتراكم الخبرات وتوالي التحديات. هكذا يظلّ فهم ضعف الأحزاب كحتمية ثقافية وتاريخية أو جزء من السلطوية، دون التطرق إليه كسرديّة سائدة مما يعوق عملية إماطة اللثام عن المسارات الجارية على الساحة السياسية المغربية. ويتحوّل زاوية المراقبة، يمكن ملاحظة أنّ معظم الأحزاب السياسية المغربية بذلت قدرات كبيرة للتأقلم.

ما بعد منظور «ضعف» و«أزمة» الأحزاب السياسية

السلطات الاجتماعية والسياسية. وقد طوّر إطارًا نظريًا عبر تلاقي متغيرين، الأول أفقي، ويرجع إلى طبيعة العلاقات ودرجة التنظيم داخل المجموعة الاجتماعية (طائفية، جمعوية/أهلية، ضعيفة التنظيم). والمتغير الثاني وهو عمودي، يقترن بالعلاقات السائدة بين المجموعة والمجتمع ككل (مجموعات ومؤسسات في وضعية التأثير أو السلطة)، وبوجود أو غياب همزة وصل، من بين الحالات التي تم رصدها، نتناول اثنتين على وجه التحديد. عندما يكون أعضاء مجموعة متصلين ببعضهم من خلال روابط قوية ولا يوجد لديهم همزة وصل لتوصيل مطالبهم إلى السلطات، فإنهم يميلون إلى تطوير قدرات هائلة على الحشد (مثال: «حزب الاستقلال» بين ١٩٤٧ و١٩٥٢، و«العدل والإحسان» منذ التسعينات). على الجانب الآخر، عندما تكون العلاقات داخل المجموعة (أو بين المجموعات) منتفخة و/أو ضعيفة تنظيميًا، ويوجد اتصالات بين السلطات، فإنّ الوضع يصير ملائمًا أكثر للزبونية وللصراع الشخصي من أجل الترقّي (مثال: معظم الأحزاب التي تحتلّ الساحة الانتخابية المغربية طاليًا).

من جانبه، يفرّق «ميشيل أوفرليه» بين نوعين من الموارد الحزبية: «رؤوس الأموال الحزبية الجماعية» (علامة سياسية على المستوى الوطني، جهاز منظم، بوتقة للنشطاء المنظمين، إلخ)، و«رؤوس أموال فردية» (اسم، وضع اجتماعي، ثروة شخصية، زبائن إلخ). من هنا، فقد استنتج الباحث الفرنسي «ثلاثة أنواع من العلاقات - دوماً متحركة - يكون خلالها

الأحزاب السياسية المغربية تتأقلم على محيطها

منذ أن أُلقت الملكية بنفسها في «العملية الديمقراطية»، أسّس الانضمام إلى أو رفض سياسات التوافق لخط فاصل رئيسي على الساحة السياسية وداخل الأحزاب السياسية نفسها. زاد هذا التوجه مع تشكيل حكومة «التناوب» في ١٩٩٨، وأثّرت تعديلات هامة على السلطوية الملكية، والساحات الحزبية والانتخابية والاحتجاجية. يبقى التأكيد على أن الخيارات المفضلة من قبل الفاعلين الحزبيين لا يمكن اختزالها في ثنائيات أخلاقية («فاسدة» و«مباعة» مقابل «غير قابلة للفساد» و«نزيفة» و«مخلصة»). والواقع أنّ موقف الأحزاب في ما يتعلق بالنظام واستراتيجياتهم تجاهه مرهون بمجموعة من العوامل، من الأكثر هيكلية إلى المتناهية الصغر اجتماعيًا. وهنا يتوجب الانتباه إلى المستويات الترابطية والتنظيمية: مثل إدارة الموارد المتاحة للفاعلين، وتصوراتهم عن بيئتهم، والديناميات المطبقة، وتقديرهم للبطاقات التي يمكن اللعب بها، ولمزايا وعيوب منافسيهم، إلخ.

أدوات لفهم المستويات الترابطية والتنظيمية

وفقًا لـ «أنطوني أوبرشال» (١٩٧٣)، فإنّ أشكال الحراك تختلف تبعًا لطبيعة العلاقات التي تسود داخل مجموعة ما، وبين المجموعات، ومع

جعلوه ممكناً. فهو تبلور عندما رأى القصر أن اللعبة مؤطرة بصورة كافية للحفاظ على مركزيته وتجنب أي تفاوت كبير بين الفاعلين الحزبيين المعنيين. بالإضافة لذلك، وبعد أن تمّ اختبار استراتيجيات مختلفة - في نفس الوقت أو على التوالي - (الخيار الثوري، النزعات البلايكية الانقلابية، ضغط الشارع، الطريق الكاذب للصناديق، إلخ)، فإنّ جزء من ورثة الحركة الوطنية انتهى إلى قبول بما رفضه لفترة طويلة سابقة.

فالظروف التي ساقته «عبد الرحمن يوسف» لإبرام حلف مع «الحسن الثاني» كُتب عنها كثيراً، وسنكتفي هنا بتوضيح بعداً تنظيمياً هاماً. فوفقاً لما قاله رئيس الوزراء السابق، فإنّ «الإتحاد الاشتراكي» لم يكن أبداً حزباً جماهيرياً، ولكنّه بالأساس حزب «الأنصار». ووفقاً لشهادات أخرى، فإنّ «الأزمة القديمة منذ الولادة»، بحيث أوجّ مدخل الخلافة لـ «عبد الرحيم بوعبيد» الانقسامات والتنافس. هكذا تمّ التوصل في ١٩٩٢، إلى «رجل التوافقات» كاختيار على رأس «الإتحاد الاشتراكي».

بالتأكيد، استفاد «عبد الرحمن اليوسفي» من وجهه كـ «رفيق قديم لـ مهدي بن بركة»، ومن هالة المنفى، ومن ومكانته الدولية، وصورته «كحكيم كبير في السن» ومن «القوة المطمئنة»، فكانت كلها رؤوس أموال متراكمة على مدار التزامه السياسي. لكنّ رؤوس الأموال التي افتقدتها هي ما وضعت

الأفراد إما لحزبهم، أو مستقلون عنه نسبياً، أو يمكن أن يكونوا» (أوفرايه ٢٠٠٢، ص. ٧٧).

كما يتمّ تقديم «التناوب التوافقي» في معظم الأوقات على أنّه حلقة أضعفت أحزاب المعارضة القديمة، وعلى كونه هو الذي دفع إلى تحويل الأحزاب السياسية القائمة إلى «تجار» إنتخابيين. ومع ذلك، يكشف الفحص الدقيق عن ثلاث نقاط: ١. بينما فاقم هذا التناوب التوترات الداخلية في «الإتحاد الاشتراكي» للقوى الشعبية، إلا أنّه لم يكن التحول إلى حكومة هو ما «أضعف» الحزب، فقد كان السبب وراء ذلك هو امتلاك «الإتحاد الاشتراكي» لرأس مال حزبي جماعي ضعيف، وهو ما دفع قاداته للانخراط في طريق «التناوب بالتراضي». ٢. إعادة تخطيط الساحة السياسية المؤسسة دفع الأحزاب القائمة إلى التأقلم على قواعد اللعبة الجديدة. ٣. مثلما توضحه حالة «حزب العدالة والتنمية»، فإنّ المشاركة في تحالف حكومي لا ينتج نفس التأثيرات وفقاً لرؤوس الأموال الأولية التي يملكها أي حزب.

ليس الانضمام للحكومة هو ما أضعف «الإتحاد الاشتراكي»

بعد العديد من سنوات المواجهة بين الملكية وجناح اليسار في الحركة الوطنية، تمّ انتاج «التناوب التوافقي» في ١٩٩٨. دون التطرق إلى العملية المعقدة التي تستند عليها هذه المرحلة، لا بد من أن نذكر شرطين

عندما تكمن قوة الأحزاب في «ضعفها»

أدى إعادة تشكيل المشهد السياسي إلى قيام الأحزاب القائمة بالتأقلم مع الآثار المقصودة وغير المقصودة لقواعد اللعبة، التي ساهمت في انتاجها، والتي ساهمت فيها مركزية القصر. من الآن فصاعدًا، فإنّ قوة الأحزاب تكمن في ضعفها.

فالهندسة الانتخابية المُعدة من قبل حكومة «يوسفي» عكست أهدافًا متضاربة، منبئةً بازواجية التعديلات التي يتم العمل بها. فرسميًا، هدف نظام الانتخابات بالقائمة النسبية هو تكبير الدوائر الانتخابية إلى تسييس وعدم شخصنة التصويت، وذلك عبر التقليل من وزن المال والتبعيات الاجتماعية ووزن الزبونية ومن أجل تمييز الأحزاب ذات الهوية السياسية بالموارد البشرية والمادية الكافية لتغطية جميع الدوائر الانتخابية، مع إبطاء بلقنة المشهد الحزبي. وبشكل غير رسمي، كان الهدف هو وقف التقدم الانتخابي لـ «حزب العدالة والتنمية» وبشكل عام، منع أي حزب من الاستفادة من الانفتاح السياسي ليصبح مسيطرًا.

على صعيد آخر، بقي القصر أكثر من أي وقت مضى مسيطرًا، فضلًا عن صلاحياته الدستورية التي تم استقطاع جزء صغير منها عبر تعديل ٢٠١١، استمرّ زحف القصر نحو صلاحيات رئيس الحكومة، ومنح لنفسه حق

في النهاية فوق المعركة: فهو لم تكن له أي سطوة على الجهاز الحزبي، ولم يكن لديه معقل لا عائلي ولا قبلي ولا إقليمي، فهو لم يكن يُنظر إليه من جانب القادة الآخرين المتصارعين على أنّه تهديد. في الواقع، إنّ «المزايا» التي سمحت له بأن يصبح السكرتير الأول لـ «الإتحاد الاشتراكي» لم تتوانى عن التحول إلى معوقات عندما حان الوقت لفرض نفسه داخل الحزب.

فعشية التناوب، كان الحزب منقسمًا بحيث أنّ «عبد الرحمن اليوسفي» لم يكن لديه نفوذ حزبي حقيقي يستند إليه. بالإضافة لذلك، فإنّ حلفائه كانوا يعيدون عن الثبات أو الاستمرارية في دعمه. ففي ضوء عدم وجود رؤوس أموال حزبية جماعية صامدة، ولا حلفاء أيضًا، لم يكن «اليوسفي» في موقف يسمح له أن ينتزع من «الحسن الثاني» أكثر مما قدمه له. وبالتالي، فقد لعب بطاقة «الحلف» وإعادة «الثقة» بين شخصين. بالإضافة لذلك، فإنّ المقرّبين من «يوسفي» كان لهم حسابات أخرى: فمنزلة رئيس الوزراء كانت من المفترض أن تُمد الكاتب الأول لـ «الإتحاد الاشتراكي» بوسائل استعادة الحزب بين يديه. ولكن وفقًا للوقائع، فإنّ التوترات تفاقمت، والانقسامات زادت. فبعد أن صار مبتورًا، عرف «الإتحاد الاشتراكي» تحولات سمحت له بالاستمرار والبقاء في سياق حيث يكفي بالحصول على ٢٠ مقعد للظهور في ائتلاف حكومي، أو حتى لوقف تشكيل حكومة ما.

ستشهد عليها الشهادات المرموقة والتجارب، ولا سيما في القطاع الخاص؛ وتصويره كمستعد لإظهار «الكفاءة» و«العقلانية» و«الصرامة»، و«إدارة المغرب كشركة» (كاتوس ٢٠٠٨). أما بالنسبة للأحزاب السياسية، فستكون غير قادرة على «إظهار المواهب» (بلال ٢٠٠٧). في وضعية كهذه، انفرد «الأمير المستنير» بقدرته على اختيار «الأفضل». فلم يكن لديه خيار سوى طرح القطاعات الاستراتيجية لرجال الأحزاب الضعفاء، واستيداع الحقائب الوزارية للتقنوقراط (حتى لو تم تطيرهم في حزب)، وبتفويض المهام الحكومية إلى لجان، ومجالس ومؤسسات تتبعه مباشرة. هذه السياقات المعاد تشكيلها أنتجت اثنتين من الآثار التي لا يمكن اختزالها في عبارة الـ «عبقري» المتلاعب.

فمن ناحية، أدى التحرير النسبي للمسرح الانتخابي، مقترناً بنظام القائمة النسبي الزائف، إلى نشوء سوق انتخابية وتأكيد الملامح التي شهدت قدرة كبيرة على استيعاب الإطلاقات، ولتحسين فرصهم في السباق من أجل الولايات، خاضت معظم الأطراف الراسخة تنافساً من أجل «مالين الشكارة»، الذين تم الزج بهم في شبكات الحشد الخاصة بالدعم الانتخابي. وفي حالات معينة، تمكنوا من التوفيق بين الضغط المالي وحثمية «الحكام الجيدة» النيو-ليبرالية، عبر الدفع بأنماط «تقنوقراطية» من «المقاولين».

إنتاج «التوجهات الكبرى» والسيطرة على كل القطاعات الاستراتيجية. فمباركة الملك باتت أساسية، وتأثير القصر مارس دوره حتى في حياة الأحزاب القائمة.

استمرت الأسس الأيديولوجية لهذه الهيمنة في الامتداد لما هو أبعد من سجل أداء قيادة المؤمنين والوحدة الوطنية. ف«أسطورة الحكامة غير المسيسة» (بوعبيد ٢٠٠٧)، انتشرت بتواطؤ وبتوافق جزء من النخبة، تلك التي تهاب أن ترى أسلوب حياتها وامتيازاتها محددة من أشخاص قادمين بفعل صنديق اقتراع جامعة. بالتوازي، تم التلويح بثلاث فزاعات: غرق المغرب في الإفلاس بسبب «منعدي الكفاءة»؛ واستجواب «النموذج المغربي» من قبل الإسلاميين من جميع الأنواع؛ وانسحاق المغرب في الفوضى مثل بلدان أخرى في المنطقة. وهكذا تم نصب مشهد (أو ديكور) ليبدو «محمد السادس» كبطل وكحامي للـ «» في مواجهة الـ «» على اختلاف أنواعهم. ^١

بصورة ما، أخفى هذا الصراع الطبقي في طياته شفرة «الامتياز السياسي» الذي يكرس قيمة نموذج «التقنوقراط»، الحاصل على العديد من الشهادات، المتعلم في مدارس أجنبية عليا، مقارنةً بالمنتخبين، الذين هم (مالين الشكارة)، أغنياء ولكن غير متعلمين، أو مناظلين في «العدالة والتنمية»، قادمين من التعليم الجماهيري، ومعظمهم من الموظفين. يتميز الأول بصلاحياته، التي

اقرارًا بهذه التحوّلات، تأقلمت معظم الأحزاب القائمة مع الأوضاع، ففي نظام كهذا، أصبحت قوتها تكمن في ضعفها. من هذا المنظور، جاء الإخراج المسرحي للانتخابات التشريعية في ٢٠١٦ كاشفًا. فوجود «الإتحاد الاشتراكي» في الحكومة تم فرضه بمقابل «بلوكاج» (انسداد) لمدة ستة أشهر، على الرغم من أنّ هذا الحزب لم يحصل إلا على 0% من المقاعد. من جانبه، ومع أقل من ١٠% من المقاعد، فاز «التجمع الوطني للأحرار» بوزارات استراتيجية، وأصبح رئيسه وهو رجل القصر، يبدو كرئيس حكومة فعليًا.

ماذا لو كان «ضعف» «العدالة والتنمية» يكمن في قوته

على الرغم من الاستراتيجيات التي تهدف إلى منع «حزب العدالة والتنمية» من الاستمرار في توسيع قاعدته الانتخابية، والإجراءات غير الشعبية المحسوبة على الحكومة السابقة، فإنّ «العدالة والتنمية» وصل على رأس الانتخابات التشريعية في ٢٠١٦، وحسّن من أدائه وحصل على أكثر من ٣٠% من المقاعد. ولكن، لعدم حصوله على مباركة الملك، فإنّ «عبد الإله»، كاتبه العام، تمّ طرده من اللعبة، هذا على الرغم من بذله قصارى جهده للحصول على مباركة الملك. هذا السعي سحب من مصادره في تاريخ «العدالة والتنمية»، وفي الحرص على عدم تكرار «أخطاء» اليسار. فضلًا عن هذا، فإنّ الرواية التي بموجبها كان من المهم «كسب ثقة الملكية» انتشرت لدى جزء من المعارضين القدامى. وبعد ذلك بأثر رجعي، تم اعتبار أنّ

من ناحية أخرى، فإن الائتلافات الحكومية غير المتجانسة والمتضخمة أصبحت هي القاعدة، مما أدى بالأحزاب السياسية القائمة إلى «التكتل في شكل الكارتيل» (كاتز وماير ١٩٩٥/قاسمي ٢٠١٥). في قول آخر، إنّ نقاط التلاقي بين هذه الأحزاب أضحت أكثر بكثير من تبايناتها، حيث حدث تواطؤ ضمني للسيطرة على الوصول إلى الموارد العامة، وتقاربت البرامج وأساليب تجميع الأصوات، وزاد الاعتماد على تمويلات الدولة. في نهاية الأمر، ابتعدت هذه الأحزاب عن أعضائها وناخبها لدرجة أنّ أصبحت بمثابة «وكالات» للدولة.

وفي ما هو أبعد من ظاهرة التكتل في شكل «الكارتيل»، فإن طبيعة الائتلافات الحكومية، والضبابية التي ميزت تخصصات كل شخص داخل السلطة التنفيذية «ذات الرؤسين»، ساهمت في إثقال عملية اتخاذ القرار وتنفيذه، وهو ما دعم تلقائيًا وضع السلطة التنفيذية الملكية. وهكذا، فإنّ هذه العمليات قد تعيق إجراء مسألة حقيقية. كذلك، رعدت إنتاج البرامج أو الإعلان عن هوية أيديولوجية (ولا سيما أنّ الوزراء صاروا منفذين «للتوجهات الملكية العليا»). أما على المستوى الانتخابي، فقد جاء التأثير من خلال ازدياد الامتناع عن المشاركة (وهو ما يقلل من تكلفة حملة ماليين الشكارة)، والربونية الانتخابية والمتاجرة بالأصوات، وهي كلها ظواهر تزيد من هشاشة شرعية المنتخبين.

المقدمة الديمقراطية الداخلية و«استقلالية» الحزب (وهم نفس الذين تم استبعادهم من الحكومة ويستطيعون أن يحشدوا القاعدة الحزبية)، وهؤلاء المصرون على إعطاء الأولوية لـ «البراجماتية» (الطابع العملي) (المباركون من القصر). ولكن على عكس «الإتحاد الاشتراكي» في ١٩٩٨، فإن «حزب العدالة والتنمية» في ٢٠١٧ استمر بامتلاك رؤوس أموال جماعية حزبية وقاعدة انتخابية، وهذه عوامل تردع من التطلعات الانفصالية.

من المؤكد، فإنه باستثناء المهمشين والمستبعدين من النظام الانتخابي، فإن معظم الأحزاب السياسية أظهرت أن في ضعفها قوة. على العكس، فإن ضعف «حزب العدالة والتنمية» كمن في قوته، ولا يزال غياب التناسق المتنامي على مستوى نتائج الانتخابات بينه وبين باقي اللاعبين مستمر في تعطيل تطبيعته. في مثل هذا التكوين، لا يمكن الجزم بأن «الأحزاب» تحديداً هي من تعاني أزمة، ففي الوقت الذي تتضاعف فيه التحديات، فإن ورقة التوت التي كانت تستر السلطوية، «الملك طيب، والطبقة السياسية سيئة»، هي التي خانت علامات الربا.

المواجهة بين الملكية والحركة الوطنية جعلت المغرب «تضيع وقتاً طويلاً»، في خطاب يتغذى على المفاهيم الانتقالية الرائجة منذ التسعينات. إلا أن مشكلة «العدالة والتنمية» كمنت تحديداً في كون المملكة ليست في تحول ديمقراطي وأن هذا الحزب يُنظر له «كقوي للغاية». في المغرب اليوم، فإن امتلاك قواعد انتخابية مهمة وناشطة، هي أمور أقل وزناً من موافقة القصر. بالتأكيد، إن الأحزاب يجب أن تحصل على مقاعد من أجل الوصول إلى ائتلافات حكومية، وإلى موارد وولايات إقليمية ومحلية. إلا أنه حتى عندما يتم الإخراج المسرحي لخضوعهم للملكية، فليس لديهم مصلحة من أن يرسم أداءهم الانتخابي اختلافاً قوياً عن أداء الفاعلين الآخرين. في وضع كهذا، صارت الأحزاب خطيرة في نظر القصر، في حين تكبّد غضب غيرهم من المستفيدين من هذا النظام القائم على التواطؤ المتبادل، الذي كان هدفه الأساسي هو الحفاظ على توازن نسبي في ترتيبات تقسيم الكعكة. بعبارة أخرى، عندما يطمح حزب في المشاركة في اللعبة السياسية المغربية، فإن امتلاكه لمخزون من المناضلين واستدعائه لآليات الديمقراطية الداخلية يصبح إن أجلاً أو عاجلاً أمراً مقيداً. فإذا كان «العدالة والتنمية» ولمدة طويلة قد نجح في أن يلاقي بحثه عن المباركة الملكية مع موافقة قاعدته النضالية، فهو اليوم خاضع للاحتمية التطبيع، على غرار «الإتحاد الاشتراكي» وأحزاب أخرى قبله. كما أنه ممزق بين اتجاهين، هؤلاء الذين يضعون في

أسطورة في آخر نفس؟

عملية «تعزية» الملك مصدرًا للتهديد لدرجة تستدعي استعادة العمل بصيغة «الملك طيب والطبقة السياسية سيئة»، كما ظهر ذلك جلياً في آخر خطاب للعرش، وبطريقة غير مسبوقة، استنكر الملك مسألة أنه «عندما لا تسير الأمور كما ينبغي، يتم الاختباء وراء القصر الملكي، وإرجاع كل الأمور إليه». وعلى الرغم من أن معظم قادة الأحزاب القائمة سارعوا لتولي دورهم في دعم التشخيص الملكي لطبيعة الأزمة، فإن الأصوات المعارضة استعادت عذوبتها. «الملك طيب، الطبقة السياسية سيئة» باتت أسطورة في آخر أنفاسها، وثمة سردية مضادة تمهد لنفسها الطريق: ماذا لو أن من يدعي أنه المعالج كان أحد مصادر الشر؟

بالنظر إلى ما يحدث على الساحة الاحتجاجية، يتضح أن قطعة من آلية شرعية الملكية قد صارت متآكلة. فإذا كان الانفتاح السياسي قد حوّل الساحة الانتخابية إلى شيء متقلص، ففي المقابل، عزّز ذلك من اتساع الساحة الاحتجاجية، وتراكم المهارات والخبرات من جانب المحتجين، وتطور قدرات التنسيق الأكثر استقلالية وإبطال الميول الاستقطابية للنظام.

فيعد ١٨ عامًا من حكم «محمد السادس»، فإن السردية القائلة إن الطبقة السياسية هي مصدر كل العلل، بدأت بفقد فاعليتها. ففي نفس الوقت الذي يتم فيه شجب «الأحزاب السياسية»، يؤكد المحتجون بصوت عالٍ وبقوة أن زمام الحكم بين يد الملك. هكذا تبدو

إذا كان الانفتاح السياسي قد حوّل الساحة الانتخابية إلى شيء متقلص، ففي المقابل، عزّز ذلك من اتساع الساحة الاحتجاجية، وتراكم المهارات والخبرات من جانب المحتجين